D3486411-2

Localisation :

Département : Département de l'Isère
Commune : Commune de Saint Jean d'Hérans

Commanditaire : Commune de SAINT JEAN D'HERANS

Nature de l'étude :

SCHEMA DIRECTEUR DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

PHASE N° 4

PROJET N°1 (EN ABANDONNANT LES RESSOURCES COMMUNALES)

agence de l'eau
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz - 69363 LYON Cedex 07
04 72 71 26 00 - contact.doc@eaurmc.fr

Date : Janvier 2015

Chargé d'étude:
HELWANI Sophie
Ingénieur Environnement

VISA :
NICOT Gilles
Directeur

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY – CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

Sommaire

I. RESUME DU DIAGNOSTIC, EVOLUTION ET PROSPECTIVES 3

I.1 Résumé et synthèse du diagnostic 4
I.2 Bilan des Ressources en eau disponibles 6
I.3 Le réseau d'alimentation en eau potable et les maillages existants : 7
I.4 Campagne de débitmètrie et de recherche de fuites 8
I.5 Adéquation Ressources - Besoins 9
I.6 Défense incendie 12

II. PROPOSITIONS DE TRAVAUX 13

II.1 Présentation des orientations techniques : 14
II.2 Présentation des projets retenus : 15
II.2.1 Sécurisation de l'alimentation du secteur des Combes 15
II.2.2 Extension du réseau jusqu'au hameau des Jargnes 17
II.2.3 Réhabilitation de la conduite Amiante Ciment existante entre le Chef-Lieu et le hameau de Touage : 19
II.2.4 Réhabilitation de la conduite Amiante Ciment existante entre le Chef-Lieu et le hameau de Tourres : 21
II.2.5 Programme de renouvellement du réseau de distribution 22
II.3 Projets pour la mise en conformité de la défense incendie : 23
II.3.1 Rappel du cadre réglementaire: 23
II.3.2 Mise en conformité de la defense incendie dans le hameau de La Loubière 23
II.3.3 Mise en conformité de la defense incendie dans le Chef-Lieu 25
II.3.4 Mise en place d'une réserve pour la défense incendie au lieu-dit Croc du Loup 27

III. SIMULATION DE FINANCEMENT 28

III.1 Fichier de paramètres 29
III.2 Estimation des recettes annuelles du budget de l'eau 30
III.3 Simulation de financement des projets d'alimentation en eau potable 31
III.4 Réalisation de l'étude financière 50
III.5 Synthèse des propositions de travaux et proposition d'un échéancier de réalisation: 52

IV. PROPOSITION D'UN REGLEMENT DE SERVICE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE : 53

V. ANNEXE 73

PLAN DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE 73

I.Résumé du Diagnostic, Evolution et Prospectives

I.1 Résumé et synthèse du diagnostic

Le diagnostic de l'état actuel de l'alimentation en eau potable sur la commune de Saint-Jean-D'Hérans a permis de dégager les opportunités et les contraintes en matière d'alimentation en eau potable.
Le tableau suivant synthétise le résultat du diagnostic effectué :

POINT FORT	POINT FAIBLE
PRODUCTION	
Procédure de DUP en cours d'élaboration sur les captages de Côte Vaire et des Combes. Les périmètres de protection des captages sont mis en place, clôturés et correctement entretenus par la commune. La commune est propriétaire des différentes ressources.	Les sources du SIE St Jean/St Sébastien sont mal connues. Le SDAEP, en cours sur Saint Sébastien devrait nous en apprendre plus. Une étude vient d'être lancer pour étudier la possibilité d'alimentation par les ressources des syndicats.
L'eau est traitée par Ultra-Violet au niveau du SIE de l'Homme du Lac et pas chloration pour le SIE St Jean/St Sébastien.	Les eaux distribuées sur l'UDI des Combes montrent régulièrement des contaminations bactériologiques, alors même que celles-ci ne sont pas traitées. De la même manière, les eaux de la Côte Vaire présentent des contaminations récurrentes mais ne sont pas traitées (mélangées au reste des eaux du SIE, traitées au chlore).
Les teneurs en nitrates, bien que hautes restent dans les normes, il est essentiel de surveiller les pratiques culturales en amont des ressources.	La Commune ne réalise pas de jaugeage régulier des ressources.
En période d'étiage, les ressource est suffisante pour subvenir aux besoins moyens actuels et futurs.	
DISTRIBUTION	
Les compteurs communaux sont relevés mensuellement.	Le réseau n'est pas complètement maillé. L'UDI des Combes ne dépend que d'une ressource ce qui peut poser un problème en cas de pollution.
Le réseau est globalement récent et bien connu. Très peu de fuites ont été détectées lors de la campagne de recherche de fuites.	Quelques tronçons de réseau restent insuffisamment dimensionnés à ce jour.
Le parc de compteurs est régulièrement renouvelle. De la même manière les branchements en plombs encore existants sont remplacés systématiquement.	
La capacité de stockage est suffisante actuellement sur la commune.	Trop de bâtiments communaux ne sont pas équipés de compteurs ce qui fausse les calculs de rendements
SECURITE INCENDIE	
	+/-33 logements ne sont pas couverts par la défense incendie.
22 poteaux incendie couvrent la partie du territoire communal la plus densément peuplée. 86% des habitations sont couvertes (la plus part non conformément).	Seuls 4 poteaux incendies sont conformes à ce jour. Aucun n'est numéroté.
	La réserve incendie est insuffisante et mal répartie (120m³ aux Sagnes et 120 m³ au réservoir de Fays).

Le diagnostic effectué à mis en évidence certaines réflexions concernant l'amélioration de la distribution de l'eau potable sur la commune. Les principaux éléments de réflexion sont les suivants :

- Concernant l'alimentation générale de la commune, réfléchir à la conservation ou non des ressources communales au profit d'une alimentation intégrale par les deux syndicats auxquels la commune adhère.

- Pour le hameau des Combes, deux solutions se présentent :
  - soit mettre en place les éléments de protection/traitement demandés par l'hydrogéologue,
  - soit créer un maillage avec l'UDI principale.

- Réflexions autour du raccordement du hameau des Jargnes au réseau communal.

- Mise en conformité de la défense incendie. Des solutions devront être envisagées pour mettre en conformité les poteaux incendies non conforme (redimensionnement de certaines conduites insuffisantes pour véhiculer les débits nécessaires à la défense incendie, solutions alternatives...) en liaison avec le SDIS.

L'objectif du schéma directeur d'alimentation en eau potable face à ces problèmes est de proposer des aménagements permettant d'assurer une bonne alimentation en eau potable aux abonnés de la commune et ce jusqu'à l'horizon 2034.

- Améliorer la qualité de la distribution de l'eau potable dans les différents hameaux en travaillant sur le réseau, les réservoirs et les captages,
- Assurer une sécurité d'approvisionnement entre les différents hameaux,
- Améliorer la défense incendie,

Ce dossier à pour objectif de proposer :

- **Un plan des travaux à réaliser,**
- **Un phasage et un chiffrage des travaux,**
- **Une simulation du financement des travaux.**

Parallèlement à la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable, la commune, en partenariat avec les syndicats voisins, a réalisé une étude sur l'adéquation ressources-besoin à l'échelle de l'ensemble du bassin d'alimentation pour étudier la possibilité d'abandonner les sources communales au profit d'une alimentation exclusive par les deux syndicats d'adduction auxquels elle adhère (Saint-Jean d'Hérans/Saint-Sébastien et L'Homme du Lac). Cette étude a donc pour objectif :

- De faire un état des lieux de la ressource disponible à l'étiage à l'échelle des deux syndicats sur les aspects quantitatifs et qualitatifs,
- De faire un point sur l'état d'avancement des procédures administratives (DUP),
- De vérifier l'adéquation ressources disponible à l'étiage – besoins moyens et en pointe actuels et futurs à l'échelle des deux syndicats.

Les résultats de cette étude ont donc été intégrés au présent document constituant le schéma directeur final de la commune de Saint-Jean d'Hérans.

I.2 Bilan des Ressources en eau disponibles

La commune de Saint-Jean d'Hérans a la compétence de la distribution en eau potable qu'elle assure en régie directe sur son territoire.

Dans ce cadre, elle effectue :

- L'exploitation des ouvrages communaux et de stockage de l'eau,
- L'entretien et le renouvellement des réseaux de distribution,
- La fourniture, à tout abonné, d'une eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur,
- Le fonctionnement correct et continu du service de distribution d'eau potable.
- Le nettoyage et la désinfection des ouvrages,
- L'entretien et le contrôle des installations de traitement et de distribution de l'eau potable,
- Le suivi, contrôle et entretien du réseau d'eau potable (suivi des débits, localisation, détection des fuites sur les canalisations et les branchements),
- La gestion du fichier des abonnés,
- Le relevé annuel des compteurs d'eau potable,
- L'établissement des factures d'eau et d'assainissement.

La commune adhère à deux syndicats de production et d'adduction d'eau potable

- Le SIE de l'Homme du Lac pour les communes de Cornillon en Trièves et Saint-Jean d'Hérans,
- Le SIE Saint Jean d'Hérans/Saint Sébastien pour les deux communes du même nom.

Les ressources disponibles sont les suivantes :

Ressources	Commune d'implantation	Propriété	Etat de fonctionnement	Débit d'étiage	Remarques
Forage des Aubépins	Cornillon en Trièves	Syndicat l'Homme du Lac	En service	120 m3/j	-
Forage de l'Homme du Lac	Cornillon en Trièves	Syndicat l'Homme du Lac	Hors Service Inexploité à ce jour	-	Etude en cours pour la remise en service de cette ressource (mise en place d'une automatisation)
Captage de Grand Pré	Cornillon en Trièves	Syndicat l'Homme du Lac	En service mais Inexploité à ce jour	28,8 m3/j	Etude en cours pour la remise en service de cette ressource (mise en place d'une automatisation)
Captage de Fays	Cornillon en Trièves	Syndicat l'Homme du Lac	En Service	0 m3/j	-
Captage de Font Froide	Saint-Sébastien	Syndicat Saint-Jean/Saint Sébastien	En service	Estimés à 239 m3/j	-
Captage de Petit Chatel	Saint-Sébastien	Syndicat Saint-Jean/Saint-Sébastien	En service		
Captage des Sagnes	Saint-Sébastien	Syndicat Saint-Jean/Saint-Sébastien	En service		
Captage de Champ Long	Saint-Sébastien	Syndicat Saint-Jean/Saint-Sébastien	Hors Service Inexploité à ce jour	-	
Captage de Côte Vaire	Saint-Jean d'Hérans	Commune de Saint-Jean d'Hérans	En fonctionnement	28,8 m3/j	Travaux pour mettre en conformité la ressource.
Captage des Combes	Saint-Jean d'Hérans	Commune de Saint-Jean d'Hérans	En fonctionnement	12 m3/j	Travaux pour mettre en conformité la ressource.
Captage des Sagnes	Saint-Jean d'Hérans	Commune de Saint-Jean d'Hérans	En secours	21,6 m3/j	Travaux pour mettre en conformité la ressource.

Les données des débits d'étiages sont basés sur :

- Le rapport de l'hydrogéologue agréé pour les sources des Combes et de Côte-Vaire de juin 2011,
- Le SDAEP de Cornillon en Trièves pour les sources du SIE de l'Homme du Lac,
- Le SDAEP du syndicat Saint Jean d'Hérans/Saint-Sébastien,
- Le jaugeage réalisé par l'entreprise SETIS le 26/07/13.

La situation administrative des ressources est la suivante :

Ressources	Avis de l'Hydrogéologue agréé	Date de la DUP
Forage des Aubépins	NON	Pas de dossier à jour pour l'instruction d'une DUP
Forage de l'Homme du Lac	OUI	Pas de dossier à jour pour l'instruction d'une DUP
Captage de Grand Pré	OUI	Pas de dossier à jour pour l'instruction d'une DUP
Captage de Fays	OUI	Pas de dossier à jour pour l'instruction d'une DUP
Captages de Font Froide	OUI	Dossier DUP en cours d'instruction
Captage de Petit Châtel	OUI	Dossier DUP en cours d'instruction
Captages des Sagnes	OUI	Dossier DUP en cours d'instruction
Captage de Champ Long	OUI	Dossier DUP en cours d'instruction
Captage de Côte Vaire	OUI - JUIN 2011	Dossier DUP en cours d'instruction
Captage des Combes	OUI - JUIN 2011	Dossier DUP en cours d'instruction
Captage des Sagnes	OUI - JUIN 2011	Dossier DUP en cours d'instruction

(Notons que la procédure de DUP est rendue obligatoire par la loi sur l'eau de 1992. Cet acte précise les interdictions et réglementations de tous ordres nécessaires à la protection du point d'eau et donne tout pouvoir au Maire pour les faire respecter).

I.3 Le réseau d'alimentation en eau potable et les maillages existants :

Le réseau communal possède une longueur totale d'environ 17.4 km (adduction et distribution) sans compter les branchements des particuliers et les anciens réseaux qui alimentent encore les bassins publics. Il est structuré selon quatre unités de distribution.

- L'unité de distribution des Combes, alimentée par le captage des Combes, desservant 5 logements.
- L'unité de distribution de Bongarrat, alimentée par les captages de Peyres (Font Froide, Petit Chatel et Sagnes), desservant 8 logements.
- Les unités de distribution principale et de Vulson sont alimentées par la source de Côte Vaire et le syndicat de l'Homme du Lac et de Saint Jean/Saint Sébastien, desservant 221 logements.

Une grande partie du réseau hors service est aujourd'hui utilisée pour l'alimentation des bassins publics, néanmoins celui-ci reste maillé avec le réseau AEP.

Les communes de Saint-Jean d'Hérans et Saint-Sébastien (SI Saint-Jean d'Hérans/Saint Sébastien) sont maillées entre elles via :

- Une conduite Ø100F sur la commune de Saint Sébastien jusqu'au réservoir des Chomasses puis Ø125F du réservoir des Chomasses jusque Saint-Jean d'Hérans.
- Une conduite Ø53 puis Ø68 PVC depuis le col de Saint Sébastien jusqu'au hameau de Bongarra.

Les communes de Saint-Jean d'Hérans et Cornillon en Trièves (SI L'Homme du Lac) sont maillées entre elles via :

- Une conduite Ø110 PEHD puis PVC bi orienté entre le réservoir de Fays sur la commune de Saint Sébastien jusqu'au hameau de Villard de Touage sur la commune de Saint-Jean d'Hérans.
- Une conduite Ø50 PVC entre le réservoir de Fays jusqu'au hameau de Vulson.

La commune de Saint-Jean d'Hérans et également maillée en secours avec la commune voisine de Mens via une conduite Ø40 PVC destinée à l'alimentation de Vulson.

La commune de Saint Jean d'Hérans bénéficie de six réservoirs, quatre seulement sont situés sur son territoire. Les caractéristiques des réservoirs sont décrites dans le tableau suivant :

Reservoir	Altitude	Volume total (m^3)	Volume reserve incendie (m^3)	Volume moyen mis en distribution 2013 (m^3/j)	Temps de séjour moyen dans le réservoir 2013 (jour)
Fays	917	300	120	33,5	5,4
Combes	790	4	0	2	2
Château Vieux - Bongarrat	870	30	0	2,2	1,4
Chomasses	860	200	80	139	1,4
Sagnes	745	150	120	15,8	1,9
La Loubière	570	30	0	-	-
Réserve Tourres	-	0	20	-	-
Réserve la Loubière	-	0	80	-	-
TOTAL		**714**	**420**	-	-

- **Le volume mobilisable pour les abonnés est de 493 m^3.**
- **Le volume total actuel destiné à la réserve incendie s'élève à 420 m^3 dont 300 m^3 situés sur la commune de Saint-Jean d'Hérans.**

I.4 Campagne de débitmètrie et de recherche de fuites

Afin de connaitre de façon plus précise l'état du réseau d'eau potable de la commune de Saint-Jean d'Hérans, une campagne de débitmètre et de recherche de fuite a été réalisée.

La campagne de suivis des débits a débuté en mai 2014 et a consister à instrumenter les compteurs généraux existants en tête des réseaux de façon à détecter et sectoriser d'éventuelles fuites :

- Réservoir du Fays,
- Réservoir des Sagnes,
- Réseau du bourg (dans une chambre existante),
- Antenne de Touage (chambre AEP existante).

Les résultats du diagnostic sont les suivants :

La recherche de fuites effectuée sur le réseau d'eau potable de Saint-Jean d'Hérans a permis de :

- Mettre en évidence l'étanchéité du réseau provenant du réservoir du Fays,
- De détecter 3 fuites sur le réseau provenant du réservoir des Chomasses,
- De réaliser un gain de 700 l/h soit 16,8 m3/j suite à la réparation des 3 fuites détectées,
- D'équiper l'antenne amiante ciment faisant la liaison Chef-Lieu – Touage d'un compteur pour effectuer un suivi plus précis des débits sur cette conduite,
- De mettre en évidence un débit résiduel de 0,8 m3/h (représentant 23,2% du volume mis en distribution) sur le réseau du Chef-Lieu qui sera de inspecté lors d'une prochaine journée de recherche de fuites.

I.5 Adéquation Ressources - Besoins

1- Les ressources :

La capacité de production totale exploitable pour le syndicat de L'Homme du lac (Saint-Jean d'Hérans et Cornillon en Trièves) s'élève 120 m3/j en étiage (débit issu du forage des Aubépins et du captage de Fays). En secours, ils peuvent bénéficier du captage de Grand Pré, et éventuellement si remise en service du forage de l'Homme du Lac.

La capacité de production totale exploitable pour le syndicat de Saint-Jean / Saint Sébastien est estimé à 239 m3/j en étiage (débit issu des captages de Font Froide, de Petit Chatel, des Sagnes). En secours, il existe également le captage de champ Long.

La capacité de production disponible pour la commune de Saint-Jean d'Hérans s'élève à 62,4 m3/j en étiage (débit issu des captages de Cote Vaire, des Sagnes et des Combes). En secours, la commune bénéficie également d'une alimentation par la commune de Mens.

Saint-Jean d'Hérans : 120 m3/j (239 m3/j partagé entre les communes de Saint-Jean d'Hérans et Saint Sébastien) + 120 m3/j en partie (partagé avec Cornillon en Trièves) + 62,4 m3/j.

2- Les Besoins :

Population:

Communes	2013	2023*	2033*
Cornillon en Trièves	171	183	198
Saint-Jean d'Hérans	299	325	346
Saint-Sébastien	259	279	304

Nombre d'abonnés:

Communes	2013	2023*	2033*
Cornillon en Trièves	106	116	126
Saint-Jean d'Hérans	234	250	266
Saint-Sébastien	148	162	176

** Selon le SCOT de la région urbaine Grenobloise, pour le secteur du Trièves il est fixé un objectif de 5,5 logements en plus par an par tranche de 1000 habitants.*
Soit : +/- 1 logement par an pour la commune de Cornillon en Trièves, +/- 1,6 logements par an pour la commune de Saint-Jean d'Hérans et +/- 1,4 logements par an pour la commune de Saint-Sébastien.

La consommation d'eau actuelle (2013) est de:

- Sur la commune de Cornillon en Trièves : 11 270m3/an pour 106 abonnés (171 habitants) soit en moyenne 31 m3 / j en moyenne (correspond à +/- 166 L / j / habitant)
- Sur la commune de Saint-Jean d'Hérans : 24 211 m3/an pour 232 abonnés (294 habitants) soit en moyenne 66,3 m3 / j en moyenne (correspond à +/- 225 L / j / habitant)
- Sur la commune de Saint-Sébastien : 10 862m3/an pour 148 abonnés (259 habitants) soit en moyenne 30 m3 / j en moyenne (correspond à +/- 242 L / j / habitant)

Sur la base d'une consommation moyenne de:

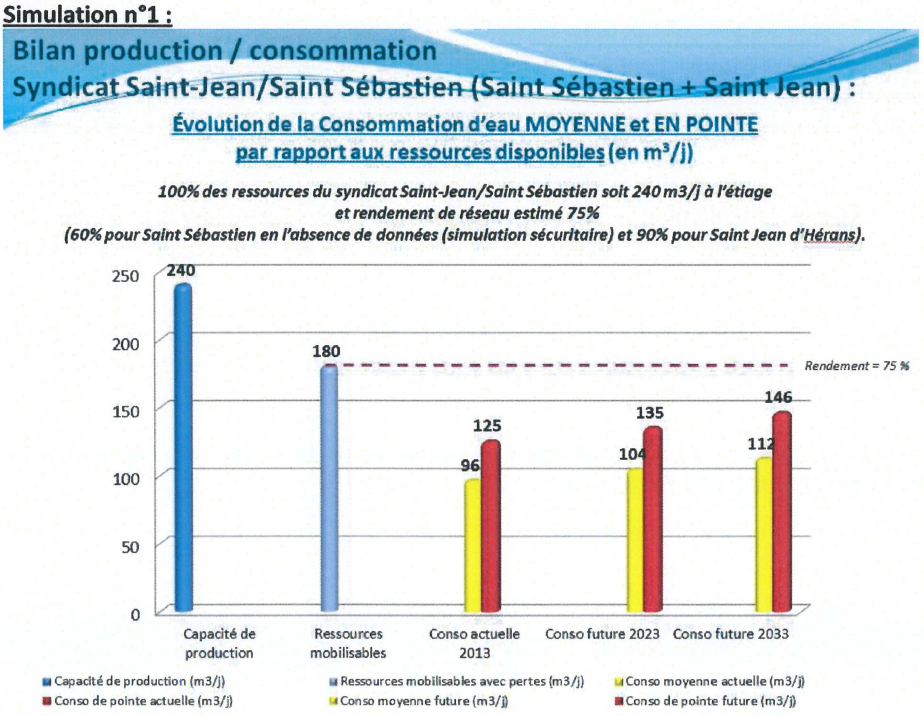
- +/- 106 m3 / an / foyer pour Cornillon en Trièves,
- +/- 135 m3 / an / foyer pour Saint-Jean d'Hérans et
- +/- 73 m3 / an / foyer pour Saint-Sébastien

Consommations moyennes 2013: base de calcul sécuritaire pour les années à venir), les perspectives d'évolution de la population moyenne nous conduisent à supposer une consommation moyenne future, sur la commune de:

	Cornillon en Trièves	*Saint-Jean d'Hérans*	*Saint-Sébastien*	*TOTAL*
2023	**(+/-) 34 m³ / jour**	**(+/-) 71 m³ / jour**	**(+/-) 33 m³ / jour**	**(+/-) 138 m³ / jour**
2033	**(+/-) 37 m³ / jour**	**(+/-) 76 m³ / jour**	**(+/-) 36 m³ / jour**	**(+/-) 149 m³ / jour**

Les graphes suivant comparent les ressources disponibles par rapport aux consommations actuelles et futures du territoire :

Simulation n°1 :



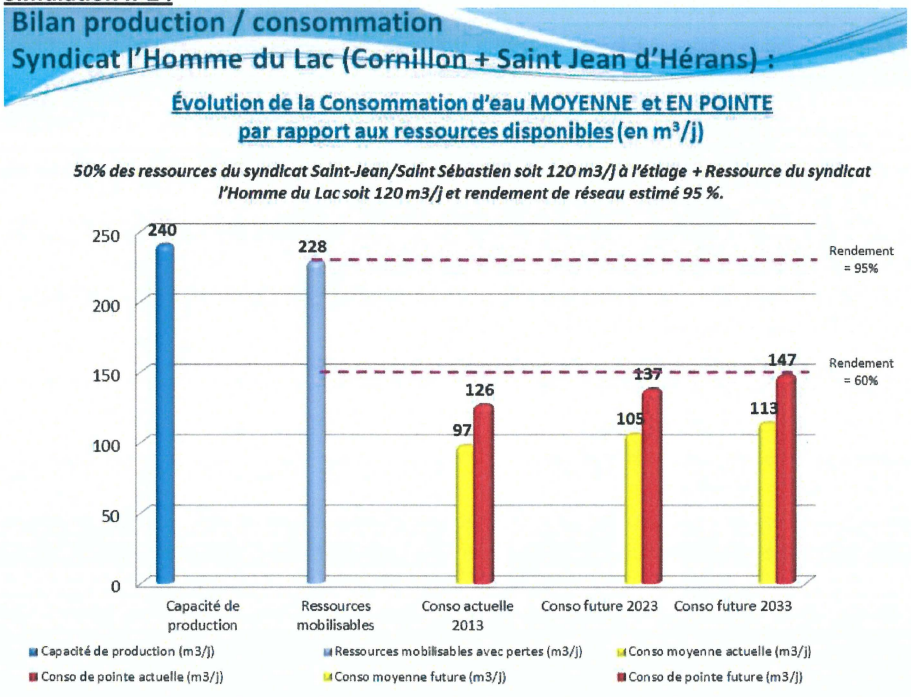
Cette première simulation concerne la totalité de la ressource disponible du syndicat Saint-jean/Saint Sébastien qui dessert la commune de Saint-Sébastien et la commune de Saint-Jean d'Hérans en partie (partage de la ressource par moitié).

La ressource disponible pour les communes de Saint-Jean et de Saint Sébastien : 240 m3/j

Les besoins pris en compte sont ceux de la totalité des deux communes.

Le bilan est excédentaire en fonctionnement normal et en pointe actuels et futurs. Cette simulation est sécuritaire est pas très juste car la commune de Saint-Jean d'Hérans n'est pas alimenté en totalité par ces ressources.

Simulation n°2 :



La seconde simulation concerne la totalité de la ressource disponible du syndicat L'Homme du Lac qui dessert la commune de Cornillon en Trièves et la commune de Saint-Jean d'Hérans en partie.

La ressource disponible pour les communes de Saint-Jean d'Hérans et de Cornillon en Trièves s'élève à 120 m3/j (les ressources propres à Saint-Jean d'Hérans ne sont pas comptabilisées) + Part de la commune de Saint-Jean d'Hérans du Syndicat Saint-Jean/Saint Sébastien (120 m3/j).

Les Besoins de la totalité des deux communes ont été intégrés.

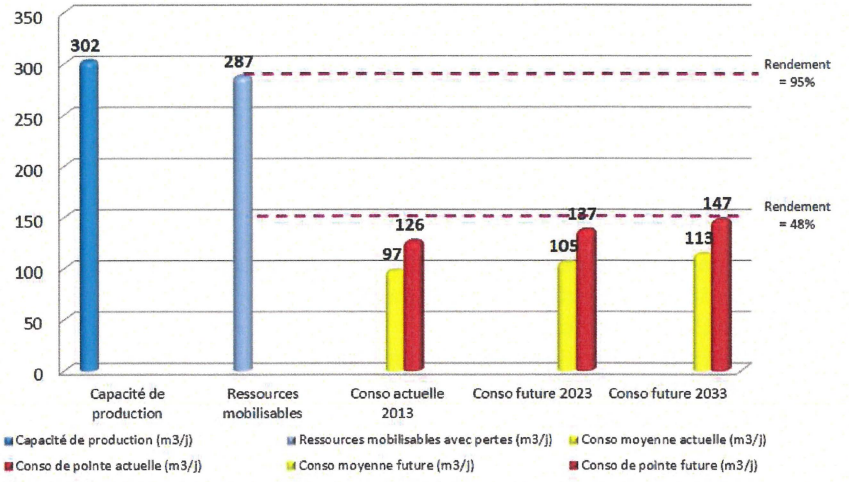
Le bilan est excédentaire pour les besoins actuels et futurs que ce soit en fonctionnement normal ou en pointe.

Simulation n°3 :

Bilan production / consommation
Syndicat l'Homme du Lac (Cornillon + Saint Jean d'Hérans) :

Évolution de la Consommation d'eau MOYENNE et EN POINTE par rapport aux ressources disponibles (en m³/j)

50% des ressources du syndicat Saint-Jean/Saint Sébastien soit 120 m3/j à l'étiage + Ressource du syndicat l'Homme du Lac soit 120 m3/j + Ressources de la commune de Saint-Jean d'Hérans et rendement de réseau estimé 95 %.



La dernière simulation concerne la totalité de la ressource disponible du syndicat L'Homme du Lac qui dessert la commune de Cornillon en Trièves et la commune de Saint-Jean d'Hérans en partie, on y ajoute les ressources propres de la commune de Saint-Jean d'Hérans.

Ressource disponible pour les communes de Saint-Jean et de Cornillon en Trièves : 182 m3/j (les ressources propres à Saint-Jean d'Hérans sont comptabilisées) + Part de la commune de Saint-Jean d'Hérans du Syndicat Saint-Jean/Saint Sébastien (120 m3/j).

Les besoins de la totalité des deux communes sont pris en compte.

Le bilan est excédentaire pour les besoins actuels et futurs que ce soit en fonctionnement normal ou en pointe.

Il est important de noter que :

- Les calculs sont effectués avec un rendement théorique issu des schémas directeurs disponibles et pour la commune de Saint-Jean d'Hérans des résultats de la campagne de recherche de fuites,
- La capacité de production est donnée pour l'étiage, moment exceptionnel dans l'année.
- De la même manière, la consommation de pointe de toute une Commune au même moment, est un fait exceptionnel.
- La concordance de la consommation de pointe et du débit d'étiage sont de l'ordre du théorique. Néanmoins ces données permettent de faire un bon état des lieux de la ressource en eau.

La commune de Saint-Jean d'Hérans, si elle souhaite poursuivre l'exploitation ou mettre en sommeil les trois ressources disponibles sur son territoire, doit mener à son terme la procédure de DUP en cours et réaliser les travaux de mise en conformité de ses captages et de leurs périmètres.

Au vue des débits collectés et de la qualité de ces ressources, la commune de Saint-Jean d'Hérans se questionne sur la nécessité de poursuivre l'exploitation des captages de Côte Vaire, des Sagnes et des Combes au profit d'une alimentation complète par les ressources disponibles au niveau des deux syndicats d'adduction Saint-Jean d'Hérans/Saint Sébastien et L'Homme du Lac.

D'un point de vue administratif, Il conviendra de mener à son terme les procédures de DUP et mettre en conformité les ressources des deux syndicats d'adduction.

D'un point de vue qualitatif, les eaux en provenance du syndicat de l'Homme du lac ne possèdent pas de problèmes de qualité. En revanche, pour les eaux en provenance du syndicat Saint-Jean d'Hérans/Saint-Sébastien, suite à une forte contamination bactériologique, une restriction de la consommation a été mise en place entre le 5 et le 16 septembre 2013.

D'un point de vue quantitatif, les ressources disponibles au niveau des deux syndicats d'adduction sont suffisantes pour répondre aux besoins actuels et futurs des trois communes adhérentes et ce en fonctionnement normal et en pointe. De plus, il existe en secours au niveau du syndicat Saint-Jean d'Hérans/Saint-Sébastien le captage de Champ Long qui pourrait être remis en service, et au niveau du syndicat de L'Homme du Lac, le captage de Grand Prés et le forage de l'Homme du lac peuvent être remis en service. Il existe également un maillage en secours avec la commune de Mens.

I.6 Défense incendie

Sur le territoire urbanisé de Saint-Jean d'Hérans :

- la réserve d'eau disponible est de **366 m³** :
  - 120 m³ au niveau du réservoir de Fays,
  - 120 m³ au niveau du réservoir des Sagnes.
  - 80 m3 de réserve artificielle enterrée à la Loubière,
  - 6 m3 de réserve artificielle enterrée au Peysset,
  - 40 m3 de réserve artificielle enterrée à Tourres.

- 22 poteaux incendie couvrent l'ensemble du territoire communal urbanisé.

D'après le diagnostic du SDIS réalisé en 2014 :

- 4 hydrants sont conformes en débit et pression et opérationnels mais nécessite une numérotation soit 18 % des hydrants de la commune :
  - Le PI n°2013 de la Jargne,
  - Le PI n°2015 des Rives situé à côté du poulailler,
  - Le PI n°2008 Touage Haut « Maison Moretto »,
  - Le PI n°2014 situé aux Rives.

- 12 hydrants sont opérationnels mais ne délivrent pas le débit ou la pression réglementaires (débit < 60 m³/h, pression statique < 1bar). Ces hydrants représentent 55% du parc.

- 6 hydrants ne sont pas opérationnels (18% du parc) :
  - Le PI n°2016 de Bongarrat,
  - Les 3 PI de la Loubière (n°
  - Le PI n°2012 à Tourres
  - Le PI n°2006, à côté de la maison Barbarin.

Suite à une réunion de travail avec le service prévention du SDIS, les secteurs de Bongrrat, Vuslon, Pesset, Les Jargnes sont considéré isolés et possède un habitat très diffus. De ce fait, il n'y a pas de travaux de mise en conformité de la défense incendie prévu sur ces secteurs.

II. Propositions de travaux

II.1 Présentation des orientations techniques :

Les solutions techniques proposées à la commune de Saint-Jean d'Hérans dans les pages suivantes ont pour objet :

- ⇨ **L'amélioration et la sécurisation de la distribution en eau potable sur l'ensemble du territoire communal :**
  - Création d'un maillage entre le hameau des Combes et l'UDI principale,
  - Renouvellement des conduites de distribution les plus anciennes et détériorées,

- ⇨ **La pérennisation et l'optimisation de la ressource en eau potable :**
  - Amélioration du rendement du réseau sur l'ensemble de la commune,

- ⇨ **L'amélioration du suivi de la production et de l'étude de l'état du réseau :**
  - Ajout de compteurs à des points stratégiques du réseau afin d'isoler plus facilement les tronçons de réseau problématique,
  - Mise en place de compteurs pour les bâtiments et fontaines publics non équipés, ainsi que pour les chasses du réseau EU.

- ⇨ **La confortation de la défense incendie :**
  - Ajout de poteaux incendies dans les secteurs dépourvus de couverture.
  - Mise en place de réserves incendies dans les secteurs isolés.

II.2 Présentation des projets retenus :

II.2.1 Sécurisation de l'alimentation du secteur des Combes

Justification des besoins de mise aux normes :

Sur le plan quantitatif :

En tenant compte des rendements de réseau actuels, la ressource mobilisable en provenance du captage des Combes permettra de subvenir aux besoins moyens futurs et aux besoins de pointe actuelle et future.

Sur le plan qualitatif :

Avant toutes choses, il est essentiel de rappeler que les eaux issues du captage des Combes sont distribuées sans traitement.
Les analyses mettent en évidence de régulières contaminations bactériologiques (Escherichia coli principalement). Ces contaminations peuvent s'expliquent, d'une part, par l'absence de périmètre de protection rapproché du captage et d'autre part, par l'absence de dispositif de traitement des eaux avant distribution. C'est donc la vulnérabilité de la ressource face à d'éventuelles contaminations qui nous oblige à envisager le maillage avec le réseau principal.

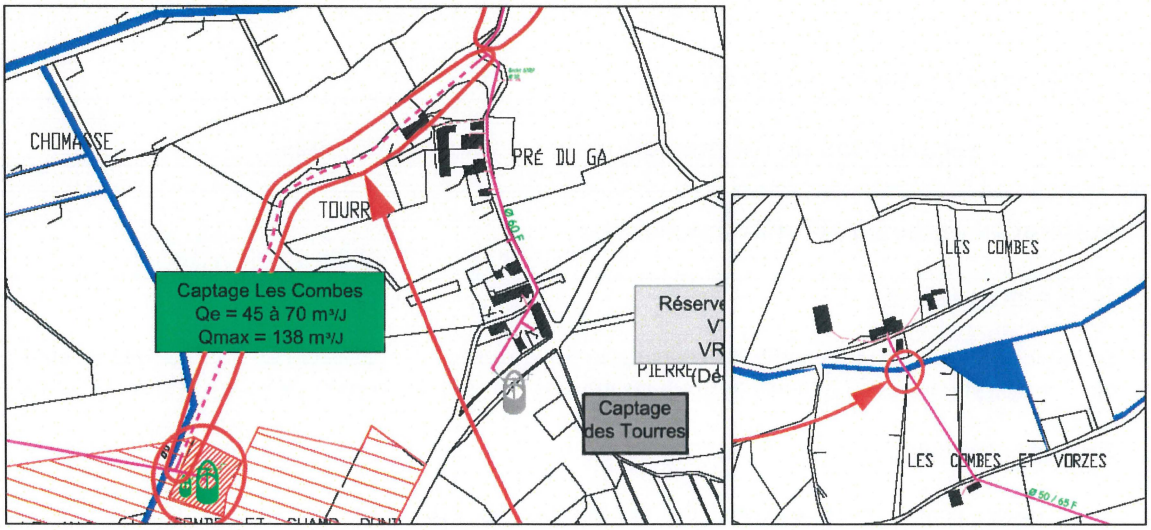
Il conviendra également sur ce secteur de :
- Reprendre les branchements en plombs de deux maisons existantes dans le hameau,
- Mettre en place un compteur sur le bassin du hameau (intégrant une boite à boue pour le protéger, le tout installé dans une chambre AEP),
- Isoler la conduite qui traverse le ruisseau en aérien, de façon à la mettre hors gel. Il est préférable d'enterrer la conduite sous le lit du ruisseau pour éviter tout risque de gel.



Canalisation Ø50/65 F aérienne dans le ruisseau

Descriptif sommaire des travaux proposés :

La variante retenue concerne le maillage du réseau des Combes au réseau principal en passant par le hameau de Tourres. Le réseau à créer s'étend sur environ 300 ml à travers champs avant de reprendre le réseau existant au niveau du captage des Combes. Le maillage proposé est en Ø 60 F.
Une chambre AEP sera installée au niveau du réseau de Tourres, équipé d'une vanne de sectionnement et une ventouse.
Une seconde chambre AEP sera installée à la jonction avec la conduite sortante du captage des Combes, elle sera équipée de 2 vannes :
- une sur la nouvelle conduite,
- l'autre sur l'ancienne, de manière à pouvoir isoler les pièces de fontainerie en cas de besoin.



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø50F			
Enfouissement du réseau aérien traversant le ruisseau des Sagnes intégrant puisage et busage temporaire pour le réalisation des travaux	**5 000,00 €**	**1,00 €**	**5 000,00 €**

Total Travaux H.T	**5 000,00 €**
Imprévus 5% (travaux)	**250,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*	**525,00 €**
Montant Global H.T	**5 775,00 €**

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux			
Réseau sous chaussée (ml)	**100,00 €**	0	0,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé	**80,00 €**	425	34 000,00 €
Réseau sous chemin	**90,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*425*	***34 000,00 €***
Fontainerie			
Chambre avec vanne et ventouse	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Chambre avec 2 vannes	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Regard avec boite à boue et compteur pour le bassin	**1 500,00 €**	Fft	1 500,00 €
Remplacement de 2 branchements particuliers en plomb	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***14 500,00 €***

Total Travaux H.T	**48 500,00 €**
Imprévus 5% (travaux)	**2 425,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*	**5 092,50 €**
Montant Global H.T	**56 017,50 €**

II.2.2 Extension du réseau jusqu'au hameau des Jargnes

Justification des besoins de raccordement :

Le hameau des Jargnes est composé de deux habitations très isolées du reste de la commune. Actuellement ces habitations sont alimentées par une source privée qui d'après l'un des propriétaires, n'est pas satisfaisante ni d'un point de vue qualitatif, ni d'un point de vue quantitatif. La commune de St Jean d'Hérans n'ayant pas encore mis en place de schéma de distribution d'eau potable veut étudier les possibilités de les raccorder au réseau AEP.

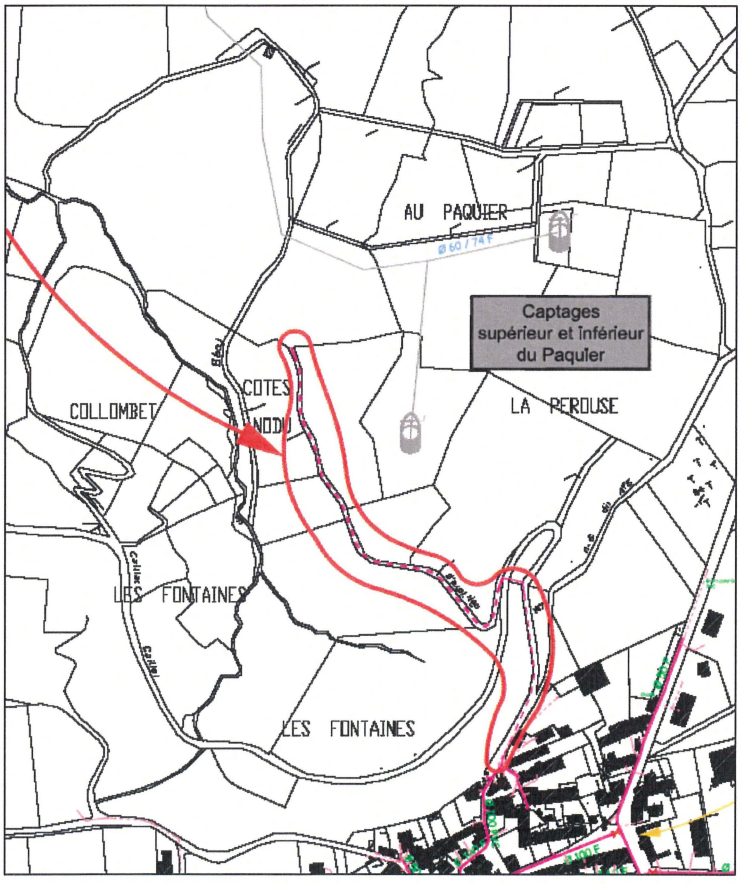
Descriptif sommaire des travaux proposés :

Le projet prévoit le piquage de la conduite existante au niveau du poste de relevage du chef-lieu. Une vanne manuelle sera mise au départ de la conduite de raccordement de manière à pouvoir l'isoler si nécessaire.

La conduite suivra la route sur 170 ml, avant de couper le virage dans le sens de la pente, traverser la route et suivre le chemin d'exploitation sur 380 ml, jusqu'à l'entrée de la parcelle 176 section Z, constituant la limite avec la partie publique du réseau. Il conviendra d'installer au niveau de la limite publique/privé un compteur particulier ainsi qu'une vanne de vidange.

La partie privée sera à la charge des particuliers.

Il est essentiel de prévoir l'installation de deux réducteurs de pression, un pour la partie publique et un pour la partie privée. Les réducteurs de pression devront être mis en œuvre dans des chambres équipées deux vannes, une boite à boue, le réducteur de pression, une ventouse, et un anti bélier.



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

PARTIE PUBLIQUE :
TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux			
Réseau sous chaussée (ml)	**100,00 €**	177	17 700,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**80,00 €**	12	960,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**90,00 €**	380	34 200,00 €
Sous total Réseaux		*569*	***52 860,00 €***
Fontainerie			
Vidange	**2 500,00 €**	Fft	2 500,00 €
Vanne	**1 500,00 €**	Fft	1 500,00 €
Chambre avec réducteur de pression	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Sous total fontainerie			***9 000,00 €***
Total Travaux H.T			**61 860,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**3 093,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**6 495,30 €**
Montant Global H.T			**71 448,30 €**

II.2.3 Réhabilitation de la conduite Amiante Ciment existante entre le Chef-Lieu et le hameau de Touage :

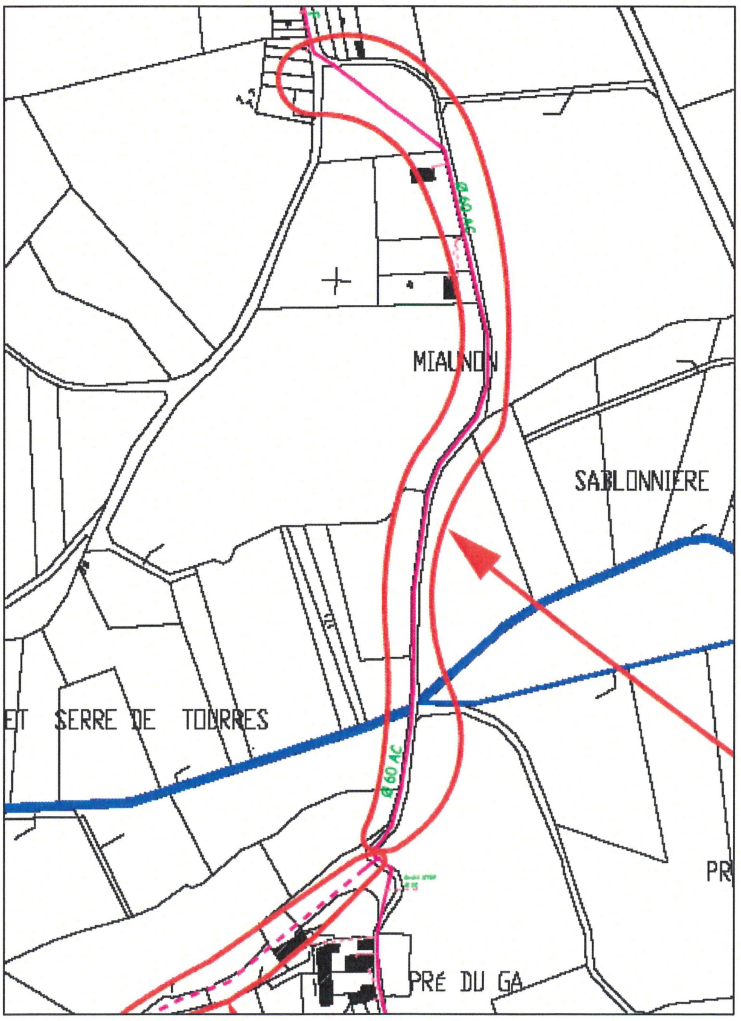
Etat des Lieux :

Il existe, entre l'unité principale du Chef-Lieu et le hameau de Touage, un maillage constitué d'une conduite ancienne en amiante ciment Ø60.
Bien que la campagne de recherche de fuites réalisées dans le cadre du SDAEP a révélé très peu de fuites et une conduite en bon état de fonctionnement, il est conseillé de prévoir à terme la confortation de ce maillage en remplaçant la conduite amiante ciment par une canalisation Ø100 Fonte.

Les canalisations amiante ciment sont aujourd'hui interdites et sont plus vulnérables à la casse, d'autant plus quand elles sont situés sur des terrains mouvants. Nous recommandons donc d'inscrire au schéma directeur le remplacement de cette conduite.
Suite à la campagne de recherche de fuites, un compteur a été mis en place de façon à surveiller les éventuelles fuites qui pourraient apparaitre sur ce secteur.

Descriptif sommaire des travaux proposés :

Le projet prévoit le remplacement de la conduite existante sur +/- 2 260ml du Chef-Lieu jusqu'à la conduite Ø60F existante à l'entrée de Touage.
La mise en place de deux vannes est prévu de façon à isoler la conduite pour d'éventuelles réparations.



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

TRAVAUX:			
	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø100F			
Réseau sous chaussée (ml)	**143,00 €**	0	0,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**123,00 €**	2254	277 242,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**133,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*2254*	***277 242,00 €***
Fontainerie			
Mise en place de deux vannes	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***3 000,00 €***
Total Travaux H.T			**280 242,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**14 012,10 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**29 425,41 €**
Montant Global H.T			**323 679,51 €**

II.2.4 Réhabilitation de la conduite Amiante Ciment existante entre le Chef-Lieu et le hameau de Tourres :

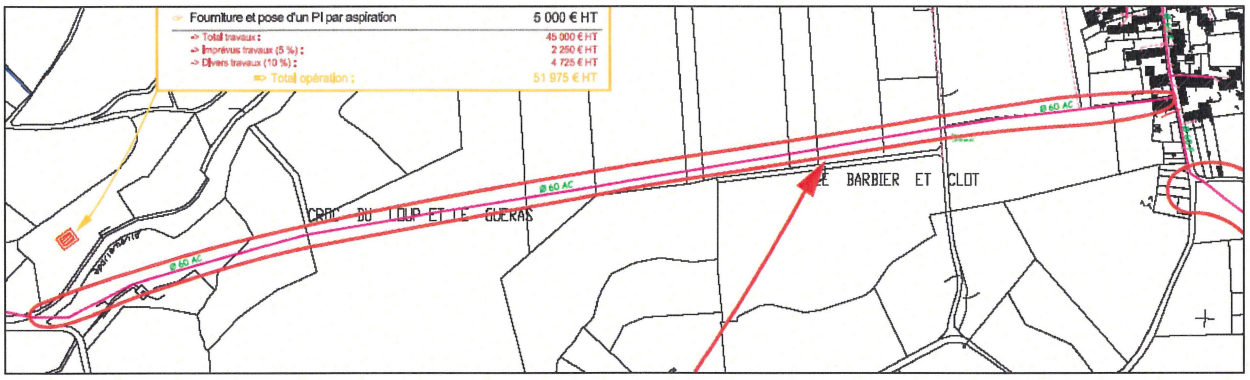
Etat des Lieux :

La liaison existante entre le Chef-Lieu et le hameau de Tourres est constitué d'une conduite en amiante ciment Ø60.

Les canalisations amiante ciment sont aujourd'hui interdites et sont plus vulnérables à la casse, d'autant plus quand elles sont situés sur des terrains mouvants. Nous recommandons donc d'inscrire au schéma directeur le remplacement de cette conduite.

Descriptif sommaire des travaux proposés :

Le projet prévoit le remplacement de la conduite existante sur +/- 680ml du Chef-Lieu jusqu'à la conduite Ø60F existante à l'entrée du hameau de Tourres. Il conviendra de reprendre les deux branchements existants sur ce tronçon.



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø60F			
Réseau sous chaussée (ml)	**143,00 €**	680	97 240,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**123,00 €**	0	0,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**133,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*680*	***97 240,00 €***
Fontainerie			
Reprise de deux branchements	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***3 000,00 €***
Total Travaux H.T			**100 240,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**5 012,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus*)			**10 525,20 €**
Montant Global H.T			**115 777,20 €**

II.2.5 Programme de renouvellement du réseau de distribution

La durée de vie d'un réseau d'eau potable est estimée à environ 60 ans s'il est correctement entretenu. La mise en place d'une politique de renouvellement du réseau permet de lisser les frais d'investissement sur de plus longues périodes en provisionnant chaque année un budget voué au remplacement du réseau.

La commune de Saint-Jean d'Hérans compte un linéaire d'environ 17,4 km de canalisations d'adduction et de distribution. Le réseau de distribution s'étend sur environ 10,7 km.

Nous recommandons de provisionner un budget annuel de +/- 5 000 €.

Du fait du renouvellement annuel, les frais de réparation sur le réseau devraient fortement diminuer dans le futur.

II.3 Projets pour la mise en conformité de la défense incendie :

II.3.1 Rappel du cadre réglementaire:

La prévention et la lutte contre l'incendie relèvent, aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales, de la compétence exclusive du Maire (compétence ne pouvant être déléguée).

Les services incendie doivent pouvoir disposer, dans les secteurs urbanisés, sur place et en tout temps de 120 m3. Ces besoins en eau pour la lutte contre l'incendie peuvent être satisfaits indifféremment à partir du réseau de distribution ou par des points d'eau naturels ou artificiels.

L'utilisation du réseau d'eau potable par l'intermédiaire de prises d'incendie (poteaux ou bouches) doit satisfaire aux conditions suivantes:

- Réserve d'eau disponible : 120 m³ (60 m³ pour les hameaux isolés selon le débit d'alimentation), Débit disponible: 60 m³/h (17 L/s) pendant 2 heures, sous une pression de 1 Bar.

Le rayon de couverture d'un poteau incendie est de 100 m (par la route).
La distance maximale entre 2 poteaux doit être de 200m.

Il est également rappelé que la totalité des poteaux incendies doivent être numéroté, ce qui n'est pas le cas pour le moment sur la commune de St Jean d'Hérans.

II.3.2 Mise en conformité de la defense incendie dans le hameau de La Loubière

Etat des lieux :

Actuellement le hameau de la Loubière n'est pas protégé par le service communal de défense incendie. D'anciens poteaux sont toujours en place mais ils ne sont pas en état de fonctionnement. Ce hameau est desservit par le réservoir de la Loubière (80 m³ mais pas de réserve incendie), d'où une conduite Ø 100 F démarre, il n'y a aucune certitude sur la continuité de cette conduite en Ø 100.

Il existe un ancien réseau, déconnecté du réseau de distribution d'eau potable, mais qui alimente toujours le bassin du hameau. Ce réseau possède un réservoir de 80 m³ (appelé réserve de la Loubière) et a été équipé d'un point de chargement à destination des agriculteurs que le SDIS peut également utiliser.

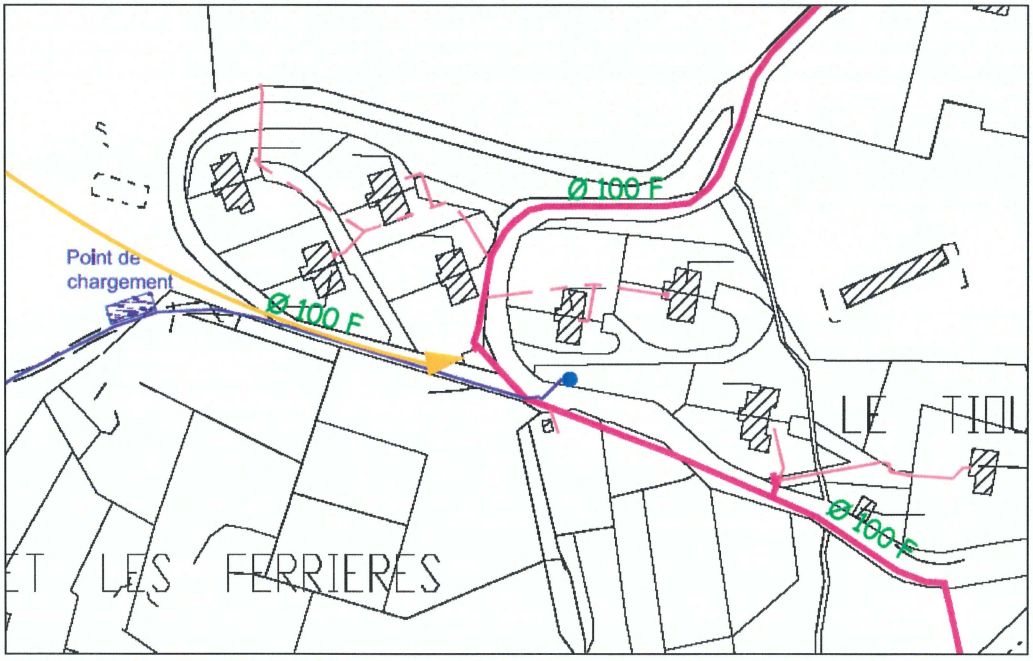
Mise en place d'un nouveau poteau incendie :

Le remplacement du poteau incendie positionné à côté de l'arrêt de bus permettrait de couvrir la totalité de la Loubière, à l'exception de l'usine EDF qui possède son propre système de défense incendie. Cela serait donc satisfaisant d'un point de vue réglementaire.

Avant de réaliser les travaux, il conviendra d'effectuer un sondage pour vérifier le diamètre de la conduite au niveau de l'abri bus. Si celle-ci n'est pas en Ø 100, il ne sera pas possible d'atteindre les conditions nécessaires (60 m³/h à 1 bar) à cet emplacement.



Photo de l'emplacement du poteau incendie à remplacer



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création d'un Poteau Incendie au lieu dit La Loubière				
Réalisation d'un sondage pour vérifier le diamètre de la conduite au droit du projet	Fft	1	500,00 €	500,00 €
Fourniture et pose d'un poteau Incendie type PI Ø100 et création d'un branchement au réseau d'eau potable	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
Total I				5 500,00 €

TOTAL HT	5 500,00 €
Imprévus Travaux (5%)	275,00 €
Divers Travaux (10%)	577,50 €
COUT GLOBAL HT	6 352,50 €

II.3.3 Mise en conformité de la defense incendie dans le Chef-Lieu

Etat des lieux :

Actuellement il existe dans le chef-lieu 7 poteaux incendies dont un seul est aux normes (mais non numéroté). Les autres poteaux présentent des problèmes de débit. 5 de ces poteaux sont en Ø 70 et ne donneront donc jamais un débit de 60 m³/h, deux d'entre eux sont en Ø 100 (les n°4 et 7) et pourraient potentiellement être aux normes. Le débit insuffisamment élevé délivré par ces poteaux pourrait s'expliquer par des pertes de charge dues à des ouvrages de fontainerie vieillissants.

Description des travaux proposés :

Il conviendra dans un premier temps de remplacer deux vannes manuelles, qui sont probablement source de pertes de charges expliquant que le débit de 60 m³/h ne soit pas respecté pour les poteaux 4 et 7. Un emplacement pour un nouveau poteau incendie est également prévu, de manière à couvrir la totalité du chef-lieu, à l'exception de la dernière maison avant le cimetière sur la D 526.

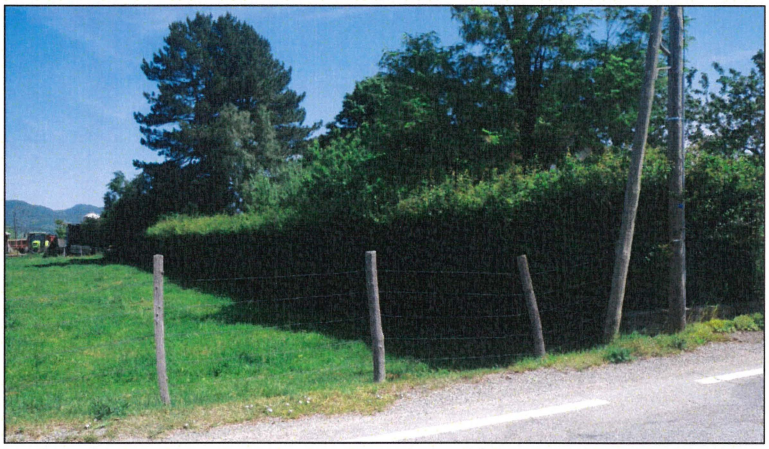
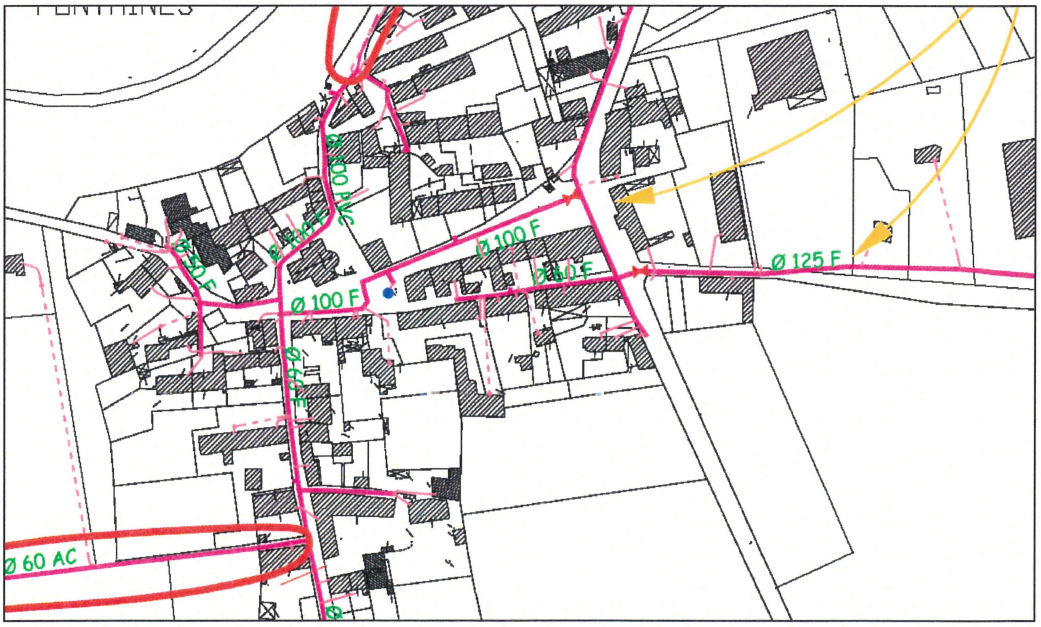


Photo de l'emplacement proposé pour la création du poteau incendie



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création de d'un nouveau Poteau Incendie au Chef Lieu				
Remplacement de deux vannes anciennes	U.	2	2 500,00 €	5 000,00 €
Remplacement de la conduite existante en Ø 100 (60 ml)	Fft	1	12 000,00 €	12 000,00 €
Fourniture et pose d'un poteau Incendie type PI Ø100 et création d'un branchement au réseau d'eau potable	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
Total I				22 000,00 €

TOTAL HT	22 000,00 €
Imprévus Travaux (5%)	1 100,00 €
Divers Travaux (10%)	2 310,00 €
COUT GLOBAL HT	25 410,00 €

II.3.4 Mise en place d'une réserve pour la défense incendie au lieu-dit Croc du Loup

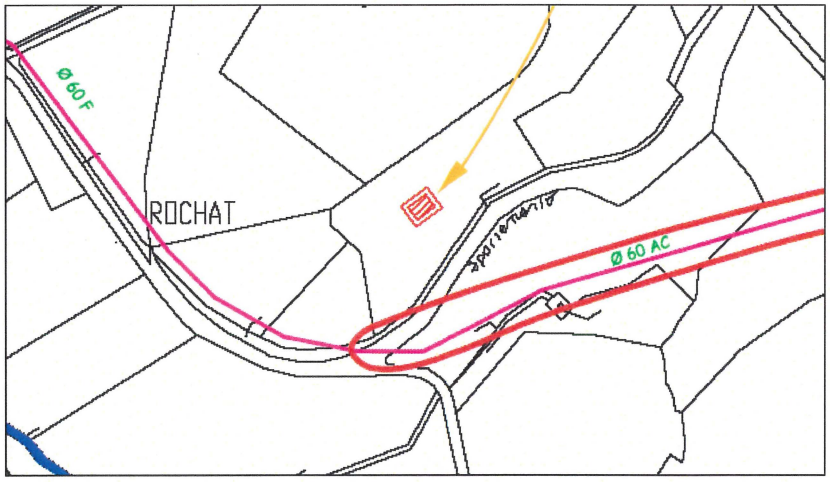
Etat des lieux :

Actuellement le hameau urbanisé de Touage et les secteurs plus isolés des Combes et de Tourres possèdent des défaillances en matière de défense incendie.

Dans les hameaux de Tourres et de Touage, il existe un poteau incendie qui ne délivre pas un débit suffisant. Ces secteurs sont actuellement alimentés par une conduite Ø 60 pour le hameau de Tourres et une conduite Ø 50 pour le hameau des Combes, ce qui ne permet pas d'envisager la création d'un poteau incendie, celui-ci ne donnant pas à coup sûr un débit suffisant pour répondre aux exigences réglementaires.

Description des travaux proposés :

La solution préconisée pour les secteurs de Touage, des Combes et de Tourres est la mise en place d'une réserve incendie souple aérienne de 120 m³ avec un poteau incendie d'aspiration.
Un emplacement a été repéré le long de la route départementale n°34B. Il sera nécessaire de créer, un branchement ainsi qu'un exutoire pour la vidange et le trop plein. L'aménagement d'une Réserve Incendie comprend également la création d'une borne d'aspiration et d'une plateforme de retournement.



Chiffrage sommaire des travaux (au stade APS) :

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création d'une réserve incendie souple de 120 m³				
Terrassement, Fourniture et pose d'un réservoir souple de 120 m³	Fft	1	15 000,00 €	15 000,00 €
Création d'une évacuation jusqu'au ruisseau	Fft	1	25 000,00 €	25 000,00 €
Fourniture et pose PI par aspiration,Colonne d'aspiration inox 304L 100/114,3mm avec crépine	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
	Total			45 000,00 €

TOTAL HT	45 000,00 €
Imprévus Travaux (5%)	2 250,00 €
Divers Travaux (10%)	4 725,00 €
COUT GLOBAL HT	51 975,00 €

III. Simulation de financement

III.1 Fichier de paramètres

Les paramètres suivants ont été utilisés pour réaliser les simulations de financement des différents projets.

Réseau Ø60F :	
Réseau sous chaussée (Fonte Ø 100) :	100 €/ml (mètre linéaire)
Réseau hors chaussée (Fonte Ø 100) :	80 €/ml
Réseau sous chemin (Fonte Ø 100) :	90 €/ml
Réseau Ø100F :	
Réseau sous chaussée (Fonte Ø 100) :	143 €/ml (mètre linéaire)
Réseau hors chaussée (Fonte Ø 100) :	123 €/ml
Réseau sous chemin (Fonte Ø 100) :	133 €/ml

Coût des branchements par foyer : (intégrant la boîte à boue + stabilisateur d'écoulement + compteur)	1 500 €/u
Coût moyen d'un poteau incendie :	5 000 €/u
Coût moyen d'un réducteur de pression (installé dans une chambre) :	5 000 €/u
Coût moyen d'une vidange :	2 500 €/u
Coût moyen d'une chambre sur réseau :	5 000 €/u

Agence de l'eau	
Préservation et restauration des captages :	50% (sous réserve de vérification)
Traitement :	30 % (sous réserve de vérification)
Conseil Général	
Subvention :	30% sur la sécurisation (traitement, télégestion) 15 % sur l'amélioration de la distribution.
Emprunt :	3 % sur 20 ans.
Prix de l'eau :	0,6 € HT / m^3
Location du compteur :	40 € HT
Nombre d'abonnés en 2014 :	232

Avertissement : *L'ensemble des chiffrages proposés a été réalisé sur la base des conditions économiques de l'année 2015. Il convient d'être prudent quant à toute éventuelle évolution des conditions économiques.*

III.2 Estimation des recettes annuelles du budget de l'eau

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - Etude financière

RECETTES ANNUELLES :

Redevance d'eau potable (habitations existantes - par an)

Redevance (+/-100 m^3/abonné/an)	0,6 €/m^3	
Nombre d'abonnés	232	
Consommation (m3/an)	24128	
total		14 476,80 €
Location du compteur et forfait d'entretien annuel (par an et par abonné)	40	9 280,00 €
TOTAL DES RECETTES		**23 756,80 €**

Les recettes annuelles estimées pour le budget AEP s'élèvent à environ 23 000 € HT sur la base des 232 abonnés existants.

III.3 Simulation de financement des projets d'alimentation en eau potable

Les tableaux ci-joints présentent pour chaque tranche de travaux envisagée :

- Les **"Travaux"** (résume les coûts des travaux nécessaires à la réalisation du projet),

- Les **"Subventions"** (résume les subventions escomptées),

- Un **"Plan de financement"** (explicitant l'emprunt à contracter et les redevances à percevoir par la commune),

- La partie **"Solde de l'opération"** exprime le **déficit** (dans ce cas, le solde de l'opération est positif) ou le **bénéfice** (dans ce cas, le solde de l'opération est négatif) engendré par l'opération par an pendant 20 ans.

Attention! Nous n'avons pas intégré dans nos calculs:

- Le prix de fonctionnement des services administratifs: personnel, bureautique, frais de structure...

- Le coût d'entretien des futures installations,

- Le coût des travaux connexes qui peut alourdir considérablement le budget prévu,

- ...

Ces diverses simulations doivent être utilisées **avec prudence**. A ce stade, elles permettent :

- de comparer diverses alternatives sur des bases comparables,
- de prendre conscience des investissements nécessaires à l'aboutissement des projets.

Le fichier des paramètres : définissant les taux de subventions, des redevances, de l'emprunt, etc. utilisés pour les simulations.

Les simulations de financement :

Les travaux : résumé des coûts des travaux nécessaires à la réalisation du projet,

Les subventions : résumé des subventions escomptées,

Le plan de financement : explicitant l'emprunt à contracter et les redevances à percevoir par la commune,

Le solde de l'opération : exprime le déficit par an (si solde positif) ou le bénéfice par an (solde négatif) engendré par l'opération.

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
Mise hors gel de la conduite traversant le ruisseau des Sagnes dans le hameau des Combes
1- Court Terme

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø50F			
Enfouissement du réseau aérien traversant le ruisseau des Sagnes intégrant puisage et busage temporaire pour le réalisation des travaux	5 000,00 €	1,00 €	5 000,00 €
Total Travaux H.T			5 000,00 €
Imprévus 5% (travaux)			250,00 €
Divers (*10% travaux + imprévus*)			525,00 €
Montant Global H.T			5 775,00 €

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		0,00 €
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	866,26 €
Sous total CG		866,25 €
Total H.T		866,25 €

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	4 908,75 €
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	4 908,75 €
Annuité	326,68 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	326,68 €

Simulation de financement des projets d'alimentation en eau potable

PROJETS A COURT TERME

Les fiches de simulation suivantes concernent les projets d'eau potable existant programmés à court terme par la commune de Saint-Jean d'Hérans.

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Mise hors gel de la conduite traversant le ruisseau des Sagnes dans le hameau des Combes

1- Court Terme

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø50F			
Enfouissement du réseau aérien traversant le ruisseau des Sagnes intégrant puisage et busage temporaire pour le réalisation des travaux	**5 000,00 €**	**1,00 €**	**5 000,00 €**

Total Travaux H.T	**5 000,00 €**
Imprévus 5% (travaux)	**250,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*	**525,00 €**
Montant Global H.T	**5 775,00 €**

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	866,25 €
Sous total CG		**866,25 €**
Total H.T		**866,25 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**4 908,75 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	4 908,75 €
Annuité	326,68 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**326,68 €**

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Maillage du hameau des Combes par Tourres

2 - Court Terme

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux			
Réseau sous chaussée (ml)	**100,00 €**	0	0,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé	**80,00 €**	425	34 000,00 €
Réseau sous chemin	**90,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*425*	***34 000,00 €***
Fontainerie			
Chambre avec vanne et ventouse	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Chambre avec 2 vannes	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Regard avec boite à boue et compteur pour le bassin	**1 500,00 €**	Fft	1 500,00 €
Remplacement de 2 branchements particuliers en plomb	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***14 500,00 €***
Total Travaux H.T			**48 500,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**2 425,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**5 092,50 €**
Montant Global H.T			**56 017,50 €**

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	8 402,63 €
Sous total CG		**8 402,63 €**
Total H.T		**8 402,63 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**47 614,88 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	47 614,88 €
Annuité	3 168,83 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**3 168,83 €**

Simulation de financement des projets d'alimentation en eau potable

PROJETS A MOYEN TERME

Les fiches de simulation suivantes concernent les projets d'eau potable existant programmés à moyen terme par la commune de Saint-Jean d'Hérans.

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Mise en place d'une réserve souple et sa plateforme de 120 m³

3 - Moyen Terme

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création d'une réserve incendie souple de 120 m³				
Terrassement, Fourniture et pose d'un réservoir souple de 120 m³	Fft	1	15 000,00 €	15 000,00 €
Création d'une évacuation jusqu'au ruisseau	Fft	1	25 000,00 €	25 000,00 €
Fourniture et pose PI par aspiration,Colonne d'aspiration inox 304L 100/114,3mm avec crépine	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
	Total			45 000,00 €

TOTAL HT	45 000,00 €
Imprévus Travaux (5%)	2 250,00 €
Divers Travaux (10%)	4 725,00 €
COUT GLOBAL HT	51 975,00 €

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	0,00 €
Sous total CG		**0,00 €**
Total H.T		**0,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**51 975,00 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	51 975,00 €
Annuité	3 461,28 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**3 461,28 €**

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Chef Lieu - Mise à la norme de deux poteaux incendie et création d'un nouveau poteau

4 - Moyen Terme

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création de d'un nouveau Poteau Incendie au Chef Lieu				
Remplacement de deux vannes anciennes	U.	2	2 500,00 €	5 000,00 €
Remplacement de la conduite existante en Ø 100 (60 ml)	Fft	1	12 000,00 €	12 000,00 €
Fourniture et pose d'un poteau Incendie type PI Ø100 et création d'un branchement au réseau d'eau potable	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
Total I				22 000,00 €

TOTAL HT	22 000,00 €
Imprévus Travaux (5%)	1 100,00 €
Divers Travaux (10%)	2 310,00 €
COUT GLOBAL HT	25 410,00 €

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	0,00 €
Sous total CG		**0,00 €**
Total H.T		**0,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**25 410,00 €**
Emprunt à 3,50 % sur 20 ans	25 410,00 €
Annuité	1 692,18 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**1 692,18 €**

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La Loubière - Mise en place d'un nouveau PI

5 - Moyen Terme

Nature des travaux, description	U.	Qté	Prix Unitaire €	Prix Global €
Création d'un Poteau Incendie au lieu dit La Loubière				
Réalisation d'un sondage pour vérifier le diamètre de la conduite au droit du projet	Fft	1	500,00 €	500,00 €
Fourniture et pose d'un poteau Incendie type PI Ø100 et création d'un branchement au réseau d'eau potable	Fft	1	5 000,00 €	5 000,00 €
Total I				5 500,00 €

TOTAL HT	5 500,00 €
Imprévus Travaux (5%)	275,00 €
Divers Travaux (10%)	577,50 €
COUT GLOBAL HT	6 352,50 €

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	0,00 €
Sous total CG		**0,00 €**
Total H.T		**0,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**6 352,50 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	6 352,50 €
Annuité	423,04 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**423,04 €**

Simulation de financement des projets d'alimentation en eau potable

PROJETS A LONG TERME

Les fiches de simulation suivantes concernent les projets d'eau potable existant programmés à long terme par la commune de Saint-Jean d'Hérans.

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Raccordement du hameau des Jargnes

6 - Long Terme

PARTIE PUBLIQUE :

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux			
Réseau sous chaussée (ml)	**100,00 €**	177	17 700,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**80,00 €**	12	960,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**90,00 €**	380	34 200,00 €
Sous total Réseaux		*569*	***52 860,00 €***
Fontainerie			
Vidange	**2 500,00 €**	Fft	2 500,00 €
Vanne	**1 500,00 €**	Fft	1 500,00 €
Chambre avec réducteur de pression	**5 000,00 €**	Fft	5 000,00 €
Sous total fontainerie			***9 000,00 €***
Total Travaux H.T			**61 860,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**3 093,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**6 495,30 €**
Montant Global H.T			**71 448,30 €**

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	10 717,25 €
Sous total CG		**10 717,25 €**
Total H.T		**10 717,25 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**60 731,06 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	60 731,06 €
Annuité	4 041,73 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**4 041,73 €**

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
Remplacement de la conduite ACØ60 entre le Chef-Lieu et Tourres

7 - Long Terme

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø60F			
Réseau sous chaussée (ml)	**143,00 €**	680	97 240,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**123,00 €**	0	0,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**133,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*680*	***97 240,00 €***
Fontainerie			
Reprise de deux branchements	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***3 000,00 €***
Total Travaux H.T			**100 240,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**5 012,00 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**10 525,20 €**
Montant Global H.T			**115 777,20 €**

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	17 366,58 €
Sous total CG		**17 366,58 €**
Total H.T		**17 366,58 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**98 410,62 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	98 410,62 €
Annuité	6 549,35 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**6 549,35 €**

Commune de SAINT JEAN D'HERANS

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
Réhabilitation de la liaison Chef-Lieu / Touage

8 - Long Terme

TRAVAUX:

	Prix Unitaire	Quantité	Total
Réseaux Ø100F			
Réseau sous chaussée (ml)	**143,00 €**	0	0,00 €
Réseau hors chaussée / sous fossé (ml)	**123,00 €**	2254	277 242,00 €
Réseau sous chemin (ml)	**133,00 €**	0	0,00 €
Sous total Réseaux		*2254*	***277 242,00 €***
Fontainerie			
Mise en place de deux vannes	**3 000,00 €**	Fft	3 000,00 €
Sous total fontainerie			***3 000,00 €***
Total Travaux H.T			**280 242,00 €**
Imprévus 5% (travaux)			**14 012,10 €**
Divers (*10% travaux + imprévus)*			**29 425,41 €**
Montant Global H.T			**323 679,51 €**

SUBVENTIONS:

AGENCE DE L'EAU		
Préservation et restauration des captages (%)	50	0,00 €
Traitement (%)	30	0,00 €
Sous total AE		**0,00 €**
CONSEIL GENERAL		
Sécurisation et traitement (%)	30	0,00 €
Amélioration de la distribution (%)	15	48 551,93 €
Sous total CG		**48 551,93 €**
Total H.T		**48 551,93 €**

PLAN DE FINANCEMENT

Somme à investir	**275 127,58 €**
Emprunt à 3,00 % sur 20 ans	275 127,58 €
Annuité	18 310,07 €
Solde à financer par an, par le budget général (hors recettes) (€ H.T/an)	**18 310,07 €**

III.4 Réalisation de l'étude financière

- ⇨ Capacité d'autofinancement actuelle estimée de la commune : +/- 83 500 € HT/an en intégrant l'abondement fait depuis le budget général.
- ⇨ Les emprunts en cours sur le budget Eau – Assainissement ont été intégrés.
- ⇨ Inflation: 1,5 % par an.
- ⇨ Evolution du nombre d'abonnés :

Nombre d'abonnés *+ 1,6 logements par an (SCOT de la région urbaine Grenobloise - Secteur Trièves)*

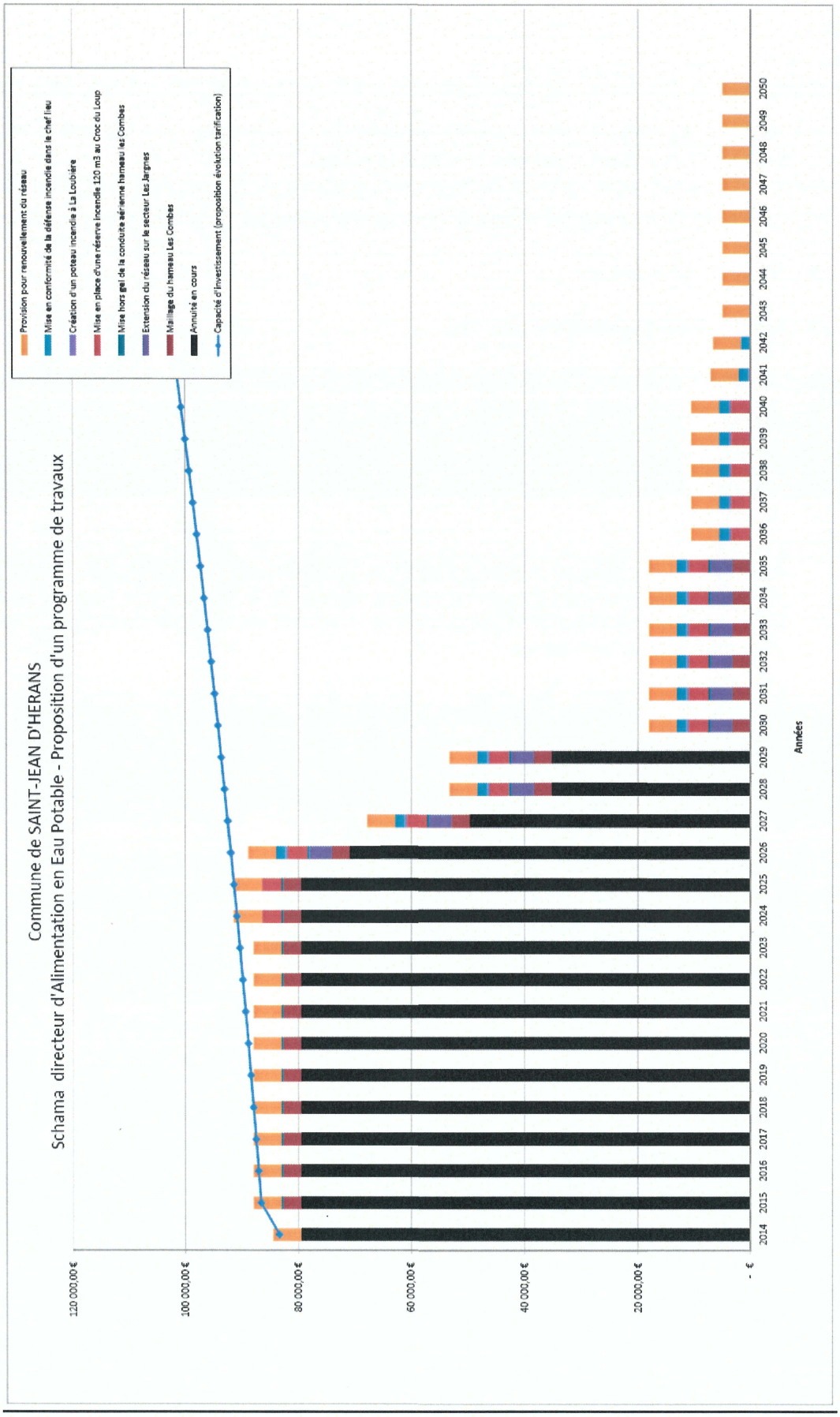
COMMUNES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
SAINT-JEAN D'HERANS	234	236	237	239	240	242	244	245	247	248	250	252	253	255	256	258	260	261	263	264	266	268

Le tableau et le graphique suivant présente la répartition des différentes tranches de travaux en fonction de la capacité d'autofinancement estimée de la commune au fil des années. Sont inclus à notre simulation l'inflation du coût de la vie tant sur les dépenses de fonctionnement du service que sur les recettes.

PROJETS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Annuité en cours	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €	79 558,00 €
Maillage du hameau Les Combes		3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €
Extension du réseau sur le secteur Les Jargnes											
Mise hors gel de la conduite aérienne hameau les Combes		327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €
Mise en place d'une réserve incendie 120 m3 au Croc du Loup											3 462,00 €
Création d'un poteau incendie à La Loubière											
Mise en conformité de la défense incendie dans le chef lieu											
Réhabilitation liaison Chef-Lieu - Touage											
Remplacement de la conduite AC Ø60 entre le chef-lieu et Tourres											
Provision pour renouvellement du réseau	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
TOTAL	84 558,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	88 055,00 €	91 517,00 €

2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040
79 558,00 €	70 894,00 €	49 738,00 €	36 212,00 €	36 212,00 €										
3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €	3 170,00 €				
	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €
327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €	327,00 €				
3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €
	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €
	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €
			18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €
		6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €
5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
91 517,00 €	89 011,00 €	74 404,00 €	78 188,00 €	78 188,00 €	42 976,00 €	42 976,00 €	42 976,00 €	42 976,00 €	42 976,00 €	42 976,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €

2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051
4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €	4 042,00 €				
3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €	3 462,00 €						
423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €	423,00 €				
1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €	1 693,00 €				
18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €	18 310,00 €		
6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €	6 549,00 €			
5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
39 479,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €	39 479,00 €	36 017,00 €	36 017,00 €	29 859,00 €	23 310,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €


Commune de SAINT-JEAN D'HERANS
Schama directeur d'Alimentation en Eau Potable - Proposition d'un programme de travaux
Provision pour renouvellement du réseau
Mise en conformité de la défense incendie dans le chef lieu
Création d'un poteau incendie à La Loubière
Mise en place d'une réserve incendie 120 m3 au Croc du Loup
Mise hors gel de la conduite aérienne hameau les Combes
Extension du réseau sur le secteur Les Jargnes
Maillage du hameau Les Combes
Annuité en cours
Capacité d'investissement (proposition évolution tarification)
120 000,00 €
100 000,00 €
80 000,00 €
60 000,00 €
40 000,00 €
20 000,00 €
- €
2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050
Années

III.5 Synthèse des propositions de travaux et proposition d'un échéancier de réalisation:

DATE PREVISIONNELLE	NATURE DU PROJET	COUT TOTAL	Solde à financer par an par la commune
Tous les ans	Provision pour renouvellement du réseau AEP.	5 000,00 € HT	5 000,00 €
COURT TERME	Les Combes : Mise hors gel de la conduite aérienne traversant le ruisseau des Sagnes.	5 775,00 € HT	327,00 € HT
	Les Combes – Tourres : Création d'un maillage entre les hameaux des Combes et de Tourres.	56 018,00 € HT	3 168,00 € HT
TOTAL COURT TERME :		**66 793,00 € HT**	**8 495,00 € HT**
MOYEN TERME	Croc du Loup : Mise en place d'une reserve incendie souple de 120 m3.	51 975,00 € HT	3 462,00 € HT
	Chef-Lieu : Mise en conformité de la défense incendie.	25 410,00 € HT	1 693,00 € HT
	La Loubière : Mise en conformité de la défense incendie.	5 500,00 € HT	424,00 € HT
TOTAL MOYEN TERME :		**82 885,00 € HT**	**5 580,00 € HT**
LONG TERME	Les Jargnes : Extension du réseau d'eau potable.	71 450,00 € HT	4 042,00 € HT
	Liaison Chef-Lieu / Tourres : Remplacement de la conduite amiante Ciment existante.	115 780,00 € HT	6 550,00 € HT
	Liaison Chef-Lieu / Touage : Remplacement de la conduite amiante Ciment existante.	323 680,00 € HT	18 310 € HT
TOTAL LONG TERME :		**510 910,00 € HT**	**28 902,00 € HT**
TOTAL PROJET :		**660 146,00 €**	**42 977,00 €**

IV. Proposition d'un règlement de service d'alimentation en eau potable :

SOMMAIRE

Chapitre 1 : Dispositions générales 3
Article 1 : Objet du règlement 3
Article 2 : Réalisation du service 3
Article 3: Budget du service 3
Article 4: Obligations générales du service des eaux 3
Article 5: Variations dans l'exploitation 3
Article 6: Obligations générales des abonnés et usagers 3
Article 7: Modalités de fourniture de l'eau 4
Article 8: Information des abonnés et usagers 4
Chapitre 2 : L'abonnement 4
Article 9 : Conditions de souscription 4
Article 10 : Titulaire de l'abonnement 5
Article 11 : Modification d'un contrat d'abonnement 5
Article 12 : Dépose provisoire du compteur 5
Article 13 : Résiliation définitive d'un abonnement 5
Article 14 : Durée des abonnements : 5
Article 15 : Abonnements ordinaires : 5
Article 16 : Abonnements individuels en habitat collectif ou ensemble résidentiel de maisons individuelles ci-après désigné immeuble collectif : 5
Article 17 : Abonnements pour fourniture d'eau temporaire : 6
Article 18 : Abonnements spéciaux : 7
Article 19 : Abonnements de secours contre l'incendie : 7
Chapitre 3 : Le Branchement 7
Article 20 : Définition 7
Article 21 : Propriété 7
Article 22 : Conditions d'établissement des branchements 10
Article 23 : Gestion des branchements et des dispositifs de comptage 11
Article 24 : Relevé et entretien des compteurs 12
Article 25 : Vérification des compteurs 13
Chapitre 4 : Les installations intérieures 13
Article 26 : Définition des installations intérieures dont la responsabilité n'incombe pas à la collectivité 13
Article 27: Protections anti-retour 13
Article 28 : Surpresseurs 13
Article 29 : Interdictions 14
Article 30 : Compteurs divisionnaires 14
Chapitre 5 : Dispositions financières 14
Article 31 : Facturation de la fourniture d'eau 14
Article 32 : Paiement du branchement et du compteur 14
Article 33 : Difficultés de paiement : 14
Article 34 : Frais de fermeture et de réouverture d'un branchement 15
Article 35 : Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires 15
Article 36 : Remboursement d'extension et autres frais en cas de cessation d'abonnement 15
Article 37 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers 15
Article 38 : Redevances, participations, tarifs 15
Article 39 : Recouvrement des sommes dues 15
Article 40 : Voies et recours 15
Chapitre 6 : Interruption et restriction du service de distribution 16
Article 41 : Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux 16
Article 42 : Restriction à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution 16
Article 43 : Cas du service de lutte contre l'incendie 16
Chapitre 9 : Infractions et poursuites 16
Article 44 : Disposition en cas de non-respect di règlement par l'abonné 16
Article 45: Infractions et poursuites 16
Article 46: Prise frauduleuse d'eau 17
Article 47 : Autres infractions 17
Article 48 : Responsabilités 17
Chapitre 10 : Dispositions d'application 17
Article 49 : Date d'application 17
Article 50 : Diffusion - Affichage 17
Article 51: Modification du règlement 17
Article 52 : Clauses d'exécution 17

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article 1 : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités de fonctionnement et d'accès au Service des Eaux. Il récapitule les droits et obligations attachés au contrat d'abonnement que toute personne morale ou physique, qui désire être alimentée en eau, souscrit auprès du Service des Eaux de la commune de SAINT JEAN D'HERANS.

Article 2 : Réalisation du service

La réalisation du service public de distribution de l'eau potable est organisée suivant le mode de la régie directe et suivant des dispositions s'appliquant sur l'ensemble du territoire desservis et garantissant à la communauté des usagers des conditions uniformes de fourniture de l'eau potable.
La commune sera désignée dans les articles suivants par le terme générique de « la collectivité ».

Article 3: Budget du service

Le budget du service de l'eau est indépendant du budget général de la collectivité organisatrice du service. Il est établi dans le respect des mesures d'ordre public en vigueur. Les dépenses mises à la charge du service ont un lien exclusif avec la réalisation des prestations de fourniture de l'eau potable et avec celles qui sont annexes à cette activité. Les recettes du service proviennent principalement de la vente de l'eau aux abonnés.

Article 4: Obligations générales du service des eaux

Dans le cadre de sa mission, le service des eaux est tenu :

- D'assurer sur le territoire de la collectivité, la continuité du service public de l'eau potable, ainsi que son bon fonctionnement. Cependant des circonstances exceptionnelles, dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie, etc.), sont susceptibles d'entraîner l'application des dispositions prévues au chapitre 6 du présent règlement,

- De fournir une eau constamment conforme à la réglementation relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. Les données afférentes à la qualité de l'eau sont accessibles à tout usager selon les modalités définies à l'article 8. Le Service des Eaux doit également informer les communes et les autorités sanitaires départementales concernées de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers,

- De livrer l'eau à la pression du réseau dans les zones où la structure du réseau le permet,

- De faire droit à toute demande d'abonnement dans les conditions définies à l'article 7, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires à l'établissement du branchement,

- D'établir les branchements sous sa propre responsabilité.

- L'alimentation du réseau public de bornes incendie.

De manière connexe, le service de l'Eau est tenu d'apporter aux abonnés et généralement aux administrés, les informations sur le prix et la qualité du service.

Tous les agents du Service des Eaux, chargés de l'application du règlement des eaux, sont munis d'une carte professionnelle.

Article 5: Variations dans l'exploitation

Sont considérées comme normales, des variations dans l'exploitation quand elles concernent notamment des interruptions momentanées de la distribution ayant pour origine l'une des situations suivantes :

- Un cas de force majeure indépendant de l'action du service,
- L'obligation de procéder à des travaux de réparation des ouvrages de distribution d'eau, de création de branchements domiciliaires, d'extension et de renforcement des canalisations, de remplacement des compteurs et d'une manière générale à tous travaux d'entretien ayant pour objectif un maintien ou une amélioration des performances du système d'alimentation en eau potable.

Toutefois, en ce qui concerne les interventions relevant de l'entretien des équipements, le service s'engage à ne procéder aux arrêts d'eau nécessaires que par séquence journalière d'une durée maximale de 10h.

Sauf en cas d'urgence dictée par la nécessité d'assurer la sécurité des biens et des personnes, les usagers sont informés de tout projet d'arrêt d'eau les concernant par distribution d'avis déposés dans les boîtes aux lettres au plus tard la veille au soir.

Article 6: Obligations générales des abonnés et usagers

Les abonnés et les usagers doivent se conformer à toutes les dispositions du présent règlement.

Ainsi, ils sont tenus :

- De payer les fournitures d'eau ainsi que les prestations à leur charge en vertu du présent règlement. Les tarifs et modalités de paiement sont approuvés par la collectivité,

- De permettre l'accès aux agents du Service des Eaux pour les travaux d'entretien, de vérification du branchement, du dispositif de comptage et le relevé du compteur,

- De permettre l'accès permanent au personnel des entreprises mandatées par la collectivité pour exécuter des travaux sur branchements, notamment dans le cadre de leur renouvellement,

- D'assurer la surveillance de la partie du branchement située à l'intérieur de leur propriété comme précisé à l'article 23, et de contrôler leur consommation par une lecture régulière du compteur, afin de détecter au plus tôt toute fuite éventuelle,

- De respecter les dispositions du chapitre 4, en ce qui concerne leurs installations intérieures après compteur.

En cas d'incendie, les usagers doivent s'abstenir d'utiliser leur branchement pour tout autre besoin, sauf cas de force majeure.

Les appareils de lutte contre l'incendie ne peuvent être utilisés que pour l'usage auquel ils sont destinés, sauf exceptions prévues aux articles 17 et 19 du présent règlement.

Il est formellement interdit :

- De conduire l'eau dans une autre propriété, sauf en cas d'incendie,
- De pratiquer tout puisage sur le branchement entre le compteur et le réseau public, de manœuvrer les appareils de réseau (notamment les robinets de prise en charge), de modifier l'installation du compteur ou d'en gêner son fonctionnement et de briser le plombage,
- De pratiquer tout puisage sur les appareils publics du réseau sauf autorisation particulière.
- Les infractions aux dispositions du présent article, qui constituent des entraves au bon fonctionnement du Service des Eaux, exposent l'abonné aux sanctions prévues à l'article 44.
- Les agents du Service des Eaux ne peuvent recevoir des abonnés ou de tout tiers aucune gratification, sous quelque forme que ce soit

Article 7: Modalités de fourniture de l'eau

La fourniture de l'eau est effectuée au moyen de branchements, financés par le demandeur. Ces branchements sont munis de compteurs fournis par le Service des Eaux. Les modalités d'établissement sont précisées à l'article 22.

Il n'est pas établi de branchement qui, par son diamètre et son débit, serait susceptible de perturber la distribution de l'eau des autres abonnés. Lorsque la situation de la propriété à desservir nécessite la réalisation ou la modification d'une conduite, les travaux correspondants seront financés par le demandeur conformément à la législation en vigueur.

Les modalités techniques d'exploitation normale du réseau sont susceptibles d'entraîner des modifications passagères des caractéristiques de l'eau distribuée (notamment du paramètre turbidité). Dans ces conditions, le Service des Eaux ne peut être tenu responsable des conséquences éventuelles de ces modifications.

L'utilisation d'eau du réseau public sans contrat est interdite et peut donner lieu à des poursuites judiciaires. Cette interdiction s'applique notamment au puisage à partir d'ouvrages publics tels que les bouches d'incendie.

Article 8: Information des abonnés et usagers

Les données relatives à la qualité de l'eau, issues du contrôle réglementaire, sont accessibles à tout usager auprès du service des Eaux. Tout usager peut demander auprès du Service des Eaux toute information d'ordre général sur le service (tarifs, barème, prescriptions Techniques du Service des Eaux...). Il peut également obtenir, sur simple demande, un exemplaire de ces documents.

Le Service des Eaux assure la gestion du fichier des abonnés, dans les conditions prévues par la législation en vigueur. Tout abonné a le droit de consulter gratuitement auprès du Service des Eaux, le dossier ou la fiche contenant les informations à caractère nominatif le concernant (fichiers des abonnés, factures). Il peut également obtenir, sur simple demande, un exemplaire de ces documents.

Les photocopies sont facturées sur la base du tarif en vigueur. La collectivité produit également chaque année un rapport sur le prix et la qualité du service de distribution de l'eau potable.

Chapitre 2 : L'abonnement

Article 9 : Conditions de souscription

Toute personne désirant être alimentée en eau et remplissant les conditions énoncées au présent règlement doit souscrire un contrat d'abonnement. Les souscriptions d'abonnement se font uniquement en mairie.

Lors de la souscription de l'abonnement, une pièce d'identité et un justificatif d'occupation du local (bail, attestation de propriété, ...) sont demandés.
De plus, un exemplaire du Règlement des Eaux ainsi que du tarif de l'eau en vigueur est transmis au demandeur. Par la signature du contrat d'abonnement l'abonné reconnaît avoir reçu ce Règlement.
Il devient abonné au Service des Eaux à compter de la signature d'un contrat d'abonnement. Des annexes précisant les dispositions particulières de certains types d'abonnements pourront, le cas échéant, être jointes à ces contrats.

La mise en place de l'abonnement individuel en immeuble collectif donne lieu à des modalités de souscription particulières précisées dans l'article 16.
Pour les branchements neufs, il sera exigé, en plus des documents précités, une demande de pose de compteur et d'une déclaration de propriété.

⇨ Dans le cas de la première mise en eau d'un immeuble non collectif, la souscription d'un abonnement est subordonnée :
- A l'achèvement de l'ouvrage de branchement,
- A la réalisation, préalablement à la mise en eau, des opérations de désinfection.
- Au paiement pour le futur abonné des travaux et des prestations prévues au chapitre 5 du présent règlement et réalisés pour son compte par le service, notamment les frais de mise en eau.

⇨ Dans le cas d'une première mise en eau d'un immeuble collectif, les abonnements sont souscrits par les propriétaires après que le constructeur de l'immeuble ait satisfait aux obligations suivantes :
- A l'achèvement du ou des ouvrages de branchement,
- A la réalisation, préalablement à la mise en eau, des opérations de désinfection du ou des branchements et des colonnes montantes,
- Au paiement des travaux et des prestations réalisés pour son compte par le service, à l'exclusion des frais de mise en eau qui seront réglés individuellement par chaque propriétaire lors de la mise en place des compteurs.

⇨ Dans le cas d'un changement de propriétaire pour un immeuble déjà raccordé au réseau public, il appartient à chaque abonné qui désire mettre fin à son abonnement d'en aviser au moins 10 jours à l'avance le service de l'eau qui procèdera alors aux opérations suivantes :
- Relevé spécial de l'index du compteur, de préférence en présence d'un abonné,
- Etablissement d'un arrêt de compte récapitulatif de l'ensemble des sommes dues par l'abonné au titre des consommations d'eau et des frais annexes dont la facturation est prévue au chapitre 5 du présent règlement,
- Etablissement et remise à l'abonné après encaissement des sommes dues, d'un reçu d'arrêt de compte.

En aucun cas, le service de l'eau n'intervient pour répartir les consommations entre deux abonnés successif, la facture de fin d'abonnement étant toujours établie avec l'indication lue sur le

compteur à la date de l'arrêt du compte et libellée au nom de l'abonné sortant.

Article 10 : Titulaire de l'abonnement

Les abonnements sont délivrés aux propriétaires d'immeubles riverains des voies pourvues de canalisations publiques de distribution (hors conduites de transit) et pouvant justifier de leur droit de propriété. Tout occupant de tout ou partie d'un immeuble individuel ou collectif (usufruitiers, locataires ou occupants de bonne foi) peut bénéficier d'un contrat d'abonnement, sous réserve qu'il puisse justifier de son droit d'occupation et en cas d'immeuble collectif que les conditions définies à l'article 16 soient remplies.

Un même abonnement ne peut être souscrit pour desservir plusieurs propriétés, sauf si elles appartiennent au même propriétaire (ou propriétaires en indivision ou copropriétaires), et à la condition que ces propriétés aient des limites communes.
En dehors des dispositions relatives aux abonnements individuels en immeuble collectif définies à l'article 16, les propriétaires d'immeubles divisés en logements ou locaux sont représentés auprès du Service des Eaux par un syndic. Le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble est responsable de l'exécution des clauses du contrat d'abonnement et du paiement des sommes dues

Article 11 : Modification d'un contrat d'abonnement

Les modifications des conditions du contrat d'abonnement donnent lieu :

- soit à l'établissement d'un avenant,
- soit à une mise à jour du fichier des abonnés,
- soit à l'établissement d'un nouveau contrat.

Article 12 : Dépose provisoire du compteur

Notamment pour des raisons de sécurité en cas de vacance prolongée de son bien, un abonné a le droit de demander la dépose de son compteur pour une durée qu'il détermine. Cette opération réalisée par le service aux frais de l'abonné, résulte d'une demande exclusivement écrite (courrier postal, électronique ou fax) et implique nécessairement l'établissement d'un arrêt de compte.

Article 13 : Résiliation définitive d'un abonnement

⇨ **Avec interruption de la fourniture d'eau :**
Tout abonné qui désire résilier son abonnement doit en aviser le Service des Eaux au moins dix jours avant la date souhaitée par lettre recommandée. Le Service des Eaux procède alors au relevé du compteur, à l'interruption de la fourniture d'eau, à la pose d'une pastille et d'un plombage sur le compteur et à la clôture du compte. La facture d'arrêt de compte vaut résiliation d'abonnement et inclut les frais de pastillage du compteur.

⇨ **Décès :**
Après le décès d'un abonné, ses héritiers ou ayants droit deviennent responsables de l'abonnement.
Le Service des Eaux doit en être informé afin de procéder au changement d'abonné ou à la résiliation de l'abonnement. Faute de désignation par les héritiers ou ayants droit d'un titulaire au nom duquel un nouvel abonnement peut être établi, le Service des Eaux a la faculté de résilier l'abonnement en cours. Par dérogation à ce qui précède, le décès d'un des époux n'entraîne pas la modification du contrat existant, à moins que la demande n'en soit faite expressément.

Article 14 : Durée des abonnements :

Sauf dispositions contraires, l'abonnement est consenti pour une durée illimitée avec un minimum de six mois. Il se prolonge tant que l'abonné ne signifie pas son intention de le résilier dans les conditions prévues à l'article 13, ou tant que le Service des Eaux n'y met pas fin en vertu des cas prévus au présent règlement.

La souscription d'un abonnement entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé à compter de la date de souscription y compris les taxes et redevances correspondantes et le paiement de la redevance d'abonnement au prorata du temps d'occupation du local (en mois, tout mois entamé est dû).

La résiliation d'un abonnement entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé et des taxes et redevances correspondantes. La redevance d'abonnement est due au prorata du temps d'occupation du local (en mois, tout mois entamé est dû).

Un abonnement prend effet le jour de la mise en place par le service des eaux du compteur desservant le bien de l'abonné.

Article 15 : Abonnements ordinaires :

Les abonnements ordinaires sont consentis aux tarifs fixés par le Conseil municipal. Ces tarifs comprennent une redevance mensuelle d'abonnement qui couvre notamment les frais d'entretien du compteur par diamètre et du branchement.

Article 16 : Abonnements individuels en habitat collectif ou ensemble résidentiel de maisons individuelles ci-après désigné immeuble collectif :

Le propriétaire d'immeuble collectif peut demander la mise en place de l'abonnement individuel pour les occupants de l'immeuble. Deux types d'abonnement sont alors souscrits simultanément :

- L'abonnement individuel est souscrit pour chaque local individuel ou pour chaque local collectif de l'immeuble. La consommation de chacun est comptabilisée par le compteur individuel qui lui est propre. Les souscripteurs des abonnements individuels sont dénommés abonnés individuels. Pour un local individuel, le titulaire du contrat sera l'occupant. Pour un local collectif, le titulaire du contrat sera le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires.

- L'abonnement collectif est souscrit par le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires de l'immeuble collectif. Ce compteur collectif est le compteur général, qui comptabilise la consommation totale de l'immeuble collectif. Le volume affecté aux parties communes dans le cadre de l'abonnement collectif est égal à la différence entre le volume relevé au compteur collectif et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels.

Le souscripteur de l'abonnement collectif d'immeuble est dénommé abonné collectif.

La différence de consommation entre le compteur collectif et les compteurs individuels sera obligatoirement facturée à l'abonné collectif. Si cette différence est négative, la collectivité ne procèdera pas au remboursement de la différence.

L'abonnement individuel en immeuble collectif est régi par les dispositions particulières énoncées ci-dessous :

Le Service des Eaux accorde un abonnement individuel à chaque local (d'habitation, commercial ou collectif) de l'immeuble collectif, sous réserve que le propriétaire et les occupants de l'immeuble aient rempli au préalable les conditions suivantes :

- respect des Prescriptions Techniques propres aux immeubles collectifs : configuration de l'environnement du compteur, matériaux des canalisations ou conduites, conditions d'accès pour les agents du Service des Eaux aux branchements et aux dispositifs de comptage individuel, etc.
  Les « prescriptions techniques à respecter pour les installations intérieures de distribution d'eau des immeubles collectifs d'habitation et des ensembles immobiliers de logements souhaitant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau » ou les « prescriptions techniques à respecter pour les installations de distribution d'eau des ensembles résidentiels individuels d'habitation et des ensembles immobiliers de logements souhaitant l'individualisation des contrats de fourniture d'eau », désignées Prescriptions Techniques dans le présent règlement, précisent ces différents points.

- Réalisation d'un diagnostic de conformité technique et sanitaire des installations d'eau de l'immeuble collectif par une personne habilitée concluant qu'aucun risque sanitaire lié aux installations intérieures n'est encouru.

- La souscription simultanée de l'abonnement collectif par le propriétaire et des abonnements individuels par l'ensemble des occupants pour leur point de comptage individuel, le propriétaire faisant son affaire de l'obtention des accords de tous les occupants, de la signature des contrats individuels au Service des Eaux et de la collecte des documents annexes nécessaires à la souscription d'un abonnement (article 9).

- L'abonnement individuel ne pourra être mis en place dans l'immeuble collectif que si tous les occupants ont signé le contrat d'abonnement individuel, remis au propriétaire les documents annexes relatifs à la souscription d'un abonnement (article 9) et le propriétaire signé le contrat d'abonnement collectif.

- La transformation de l'abonnement existant en abonnement collectif.

Les études et travaux de mise en conformité de l'installation d'eau aux Prescriptions Techniques sont à la charge du propriétaire.

⇨ **Régime des dispositifs de comptage et de relevé :**

Le Service des Eaux installe aux frais du propriétaire les dispositifs de comptage individuel adaptés à la situation de l'immeuble collectif. Les compteurs installés sont de classe C. Le cas échéant, le Service des Eaux prend à sa charge l'installation du dispositif de relevé à distance. Le Service des Eaux prend à sa charge l'entretien et le renouvellement des dispositifs de comptage et de relevé à distance dans le cadre normal de leur utilisation.
Il est le seul habilité à intervenir sur les compteurs.
Si le propriétaire souhaite effectuer des modifications, elles seront réalisées par le Service des Eaux selon le tarif des travaux en vigueur.

Le compteur est le seul appareil de mesure faisant foi lors d'une distorsion d'enregistrement entre celui-ci et le dispositif de relevé à distance.

⇨ **Responsabilités dans le domaine « privé » de l'immeuble collectif**

Le Service des Eaux a l'obligation d'entretien et de renouvellement du branchement jusqu'au dispositif de comptage collectif. Il entretient également tous les compteurs collectifs ou individuels ainsi que des dispositifs de relevés à distance.

Le propriétaire en tant qu'abonné collectif :
- à la garde, la surveillance et l'entretien de toutes les installations situées à l'aval du compteur collectif à l'exception des compteurs individuels,
- est seul responsable de tous les dommages causés et de leurs conséquences matérielles et immatérielles ayant pour origine les installations avales aux compteurs collectifs. Il s'assure notamment qu'elles n'altèrent pas la qualité, la pression et la quantité d'eau distribuée dans l'immeuble.

L'usager en tant qu'abonné individuel assure la garde et la surveillance du compteur individuel. Sa responsabilité sera engagée en cas de détérioration volontaire du compteur et notamment du dispositif de relevé d'index à distance.

⇨ **Résiliation de l'abonnement collectif**

Le propriétaire peut décider la résiliation de l'abonnement collectif et des abonnements individuels avec un préavis de trois mois, après envoi d'un courrier de résiliation en recommandé avec accusé de réception. Cette résiliation entraîne le retour à la situation antérieure par transformation immédiate de l'abonnement collectif en abonnement ordinaire et la résiliation de l'ensemble des abonnements ordinaires. Aucun titulaire d'abonnement ordinaire ne pourra de ce fait exercer de recours contre le Service des Eaux. Les compteurs individuels seront automatiquement déposés par le Service des Eaux à la charge de l'abonné collectif.

Article 17 : Abonnements pour fourniture d'eau temporaire :

Deux possibilités d'abonnements temporaires peuvent être consenties pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution de l'eau :

- L'abonnement de chantier : Il est consenti aux entrepreneurs pour l'alimentation de leurs chantiers des immeubles collectifs ou industriels. Un branchement spécifique comportant un dispositif de disconnexion doit alors être réalisé à leurs frais.

Il y a 3 possibilités :

a) L'utilisation de l'ancien branchement d'eau de la parcelle si la canalisation de celui-ci est en polyéthylène et que le Service des Eaux peut le remettre en service sans risque. Tous les travaux de pose et d'équipement du regard sur domaine public ou privé seront à la charge de l'entreprise. Le diamètre du compteur de chantier sera fonction du diamètre du branchement existant.

b) La réalisation d'un branchement spécifique pour le chantier en fonction des caractéristiques hydrauliques demandées par l'entreprise qui précisera notamment le diamètre du compteur de chantier souhaité. Le montant de ce branchement complet sera à la charge de l'entreprise.

c) La réalisation du branchement définitif de l'immeuble, à la charge du propriétaire et la mise en place du compteur définitif qui servira provisoirement de compteur de chantier pendant la durée des travaux. Celui-ci sera relevé à la clôture du chantier pour la

facturation à l'entreprise. Dans le cas d'une habitation individuelle, si le Service des Eaux réalise le branchement définitif, il ne peut y avoir de pose d'un compteur pour la seule durée des travaux.

- L'abonnement « forain » : Pour des manifestations ou travaux de courtes durées situées sur la voie publique, le demandeur peut, après autorisation du Service des Eaux, prélever l'eau aux bouches de lavage ou appareils du réseau, à l'aide d'un ensemble mobile de comptage et de disconnexion installé à ses frais.

Lors de la souscription d'un abonnement temporaire, il est demandé le dépôt d'un chèque de caution dont le montant est fixé forfaitairement par la collectivité.

Article 18 : Abonnements spéciaux :

Certains abonnés peuvent bénéficier dans le cadre d'abonnements spéciaux, de tarifs différents du tarif général. Dans tous les cas, le Service des Eaux est tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du Service des Eaux.
Les abonnements spéciaux concernant les compteurs d'arrosage seront consentis uniquement aux professionnels.

Des branchements, dits branchements d'attente peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement sans pose du compteur. Ces branchements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet d'une convention spéciale y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en abonnement ordinaire dans un délai de cinq ans maximum. Dans le cas contraire, ils seront supprimés.

Article 19 : Abonnements de secours contre l'incendie :

Tout abonné (à l'exception des abonnés individuels en habitat collectif) peut souscrire un abonnement de secours contre l'incendie sous réserve de sa compatibilité avec le bon fonctionnement du réseau public de distribution, à la condition que le demandeur souscrive ou ait déjà souscrit un abonnement ordinaire ou soit déjà desservi en eau potable par un abonnement collectif d'immeuble.
L'abonnement de secours contre l'incendie est résilié d'office en cas de cessation de l'abonnement ordinaire.
Ces abonnements donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières. Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Chapitre 3 : Le Branchement

Article 20 : Définition

Le terme « branchement» désigne l'ensemble compris entre la prise sur la conduite principale de distribution publique jusqu'au dispositif de comptage.

Un branchement comprend au minimum :
- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- Le robinet de prise en charge sous bouche à clé,
- La canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- Un dispositif de comptage (exceptionnellement plusieurs),
- Un dispositif anti-pollution, entretenu et renouvelé par l'abonné, situé en aval immédiat du compteur et comprenant un clapet anti-retour,

Dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, le dispositif de comptage faisant partie du branchement est le dispositif de comptage collectif (le compteur général de l'immeuble) éventuellement équipé d'un dispositif de transmission de l'index du compteur à distance.

Un dispositif de comptage comprend :
- Un robinet d'arrêt avant compteur,
- Un compteur de classe C fourni avec ses plombages. Cependant, le Service des Eaux pourra admettre l'utilisation de compteurs de classe B pour équiper les branchements alimentant les prises d'incendie et dans tous les cas où le débit instantané demandé n'est pas compatible avec le fonctionnement d'un compteur de classe C,
- Son support,
- Eventuellement un équipement de lecture d'index à distance.

L'ensemble est abrité dans un coffret, un regard ou est situé à l'intérieur du bâtiment desservi.

Article 21 : Propriété

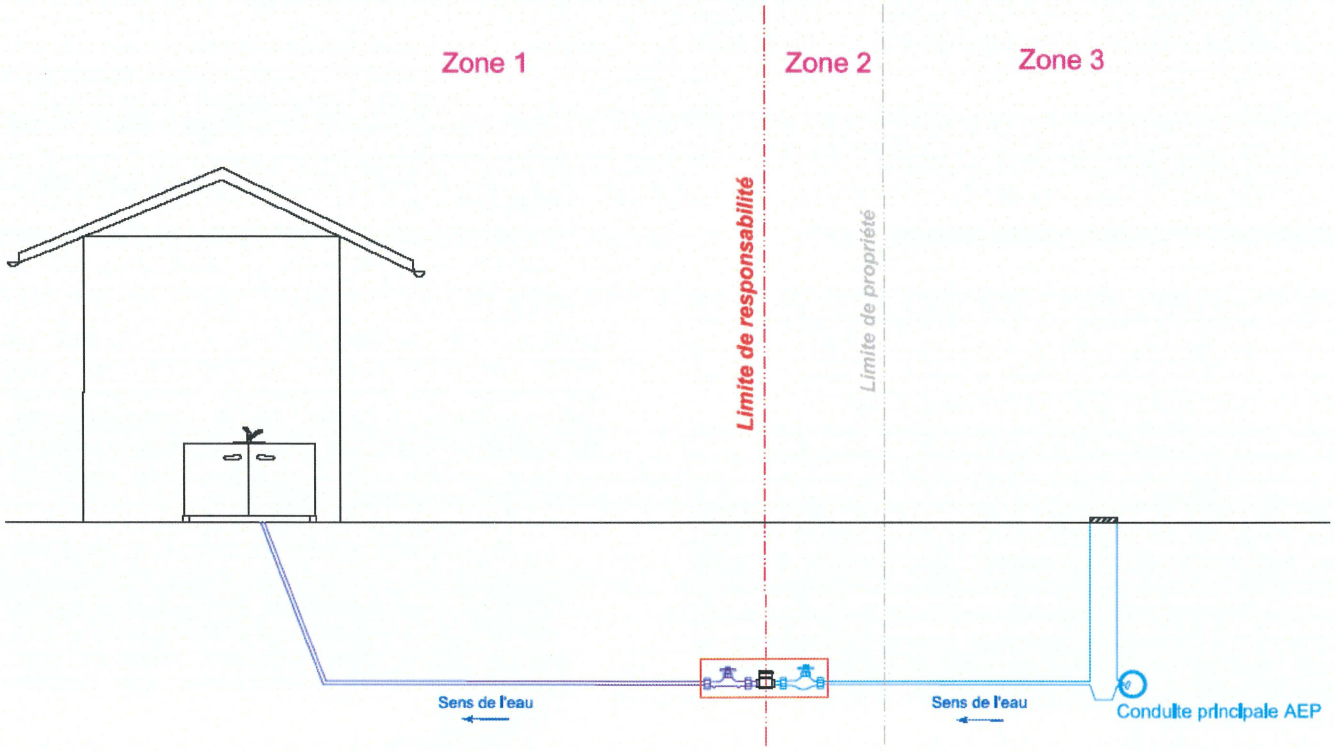
Les quatre schémas ci-dessous illustrent, selon la position du compteur, le régime de responsabilité applicable sur le territoire de la collectivité :

Zone 1 : la canalisation privée appartient au propriétaire de l'immeuble qui en assure l'entretien et les réparations.

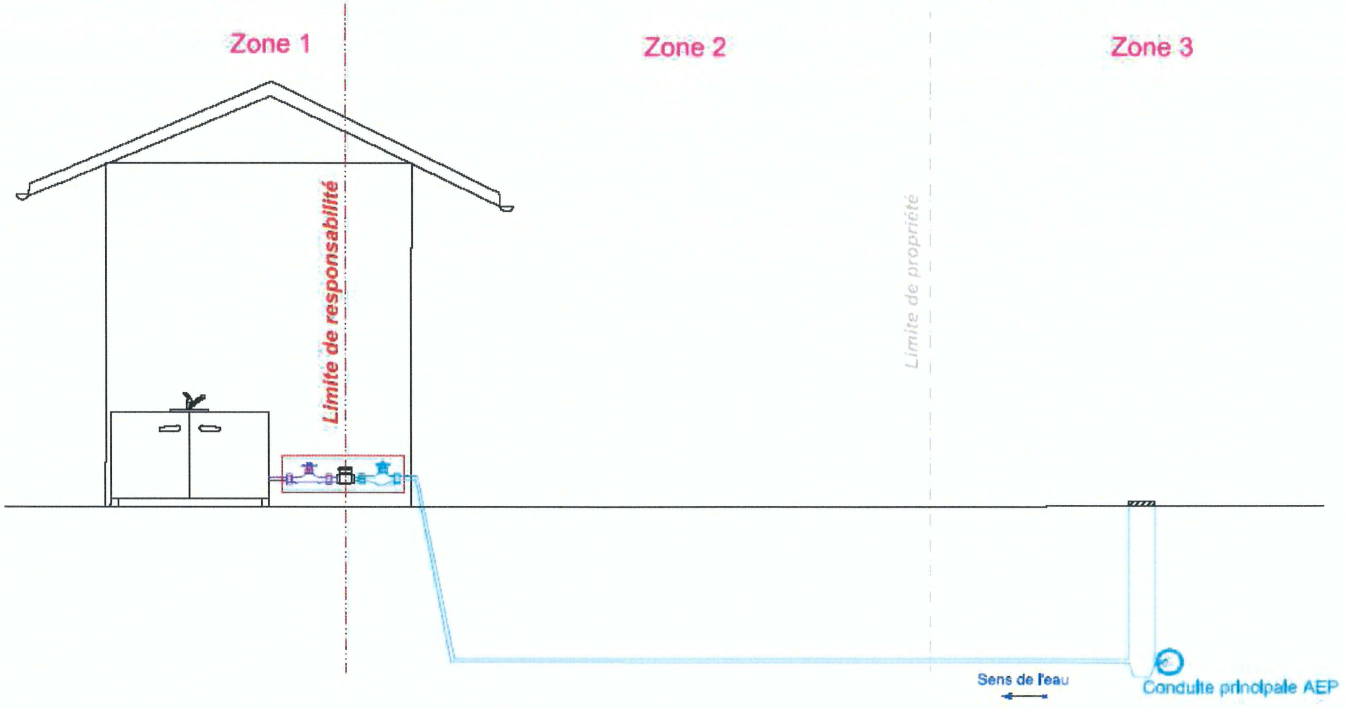
Zone 2 : la partie située à l'intérieur de la propriété appartient au Service des Eaux, excepté le regard ou le coffret propriété de l'abonné. La canalisation appartient au Service des Eaux et le propriétaire s'assure que l'environnement de la canalisation ne peut la dégrader. Il est responsable de son accessibilité sur tout son parcours, de sa surveillance et des conséquences dommageables liées aux activités à proximité. Le Service des Eaux assure l'entretien et les réparations de cette canalisation à ses frais, et peut procéder à une réfection complète de celle-ci.

Zone 3 : partie du branchement située sous la voie publique (ou la voie privée dans la zone de servitude) appartient au Service des Eaux et fait partie intégrante du réseau dès sa mise en service. Il en assure l'entretien, les réparations et les éventuelles conséquences dommageables.

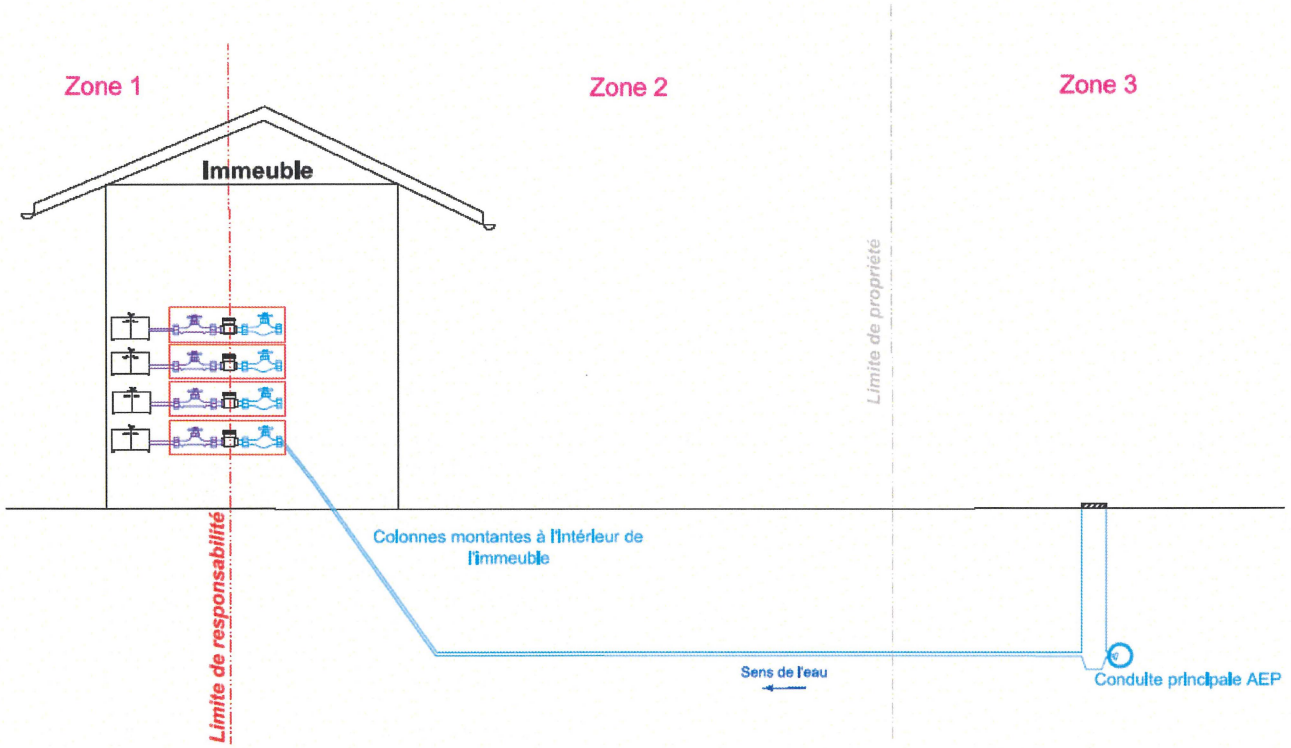
Compteur situé à l'extérieur de l'habitation



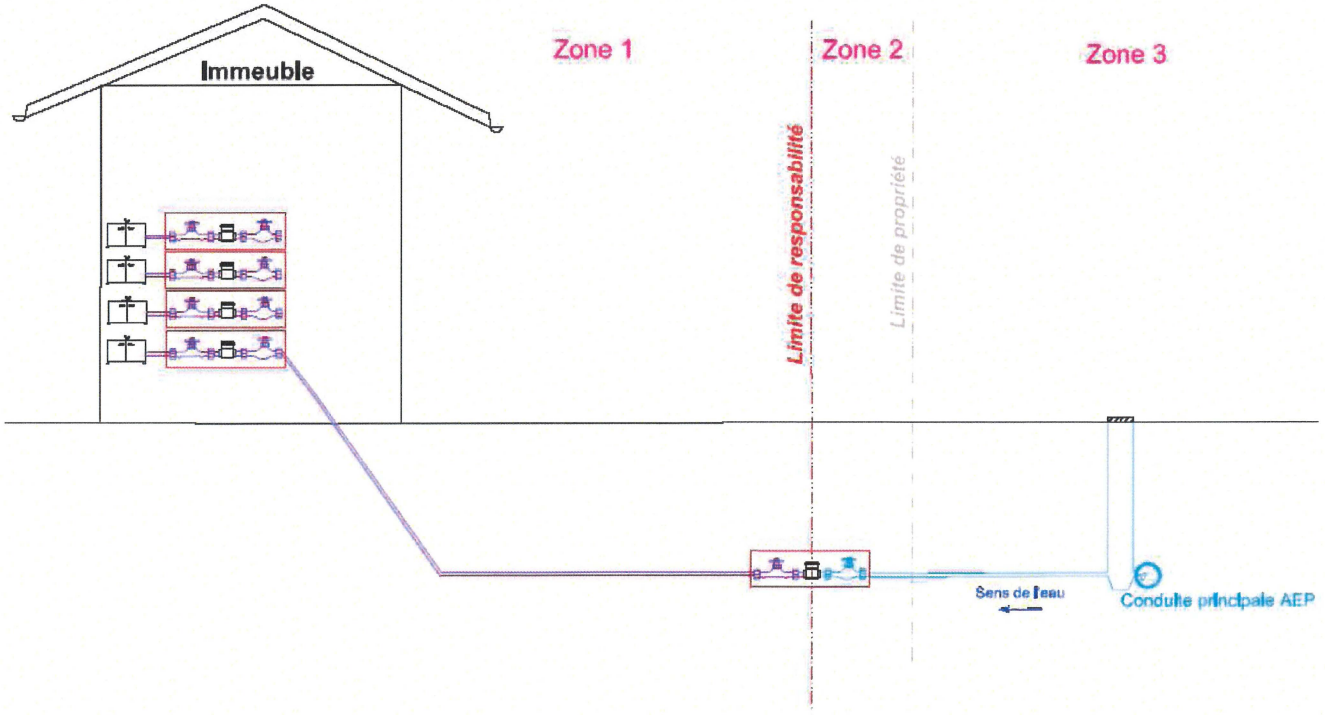
Compteur situé à l'intérieur de l'habitation existante



Compteurs en habitat collectif
Cas n°1



Compteurs en habitat collectif
Cas n°2



1er cas : La colonne montante à l'intérieur de l'immeuble appartient au Service des Eaux qui en assure l'entretien, les réparations et les éventuelles conséquences dommageables. Il est formellement interdit de pratiquer tout piquage sur cette colonne, de modifier l'installation ou la position des compteurs comme précisé à l'article 29 du règlement du Service des Eaux.

2ème cas : La colonne montante correspond à une installation pour compteurs individualisés. Par conséquent, la colonne montante est la pleine propriété de la copropriété qui doit en assurer l'entretien et les réparations. Le rôle du Service des Eaux se limite au relevé et au remplacement des compteurs Individualisés. La responsabilité du Service des Eaux ne peut aucunement être engagée sur cette partie y compris sur les raccords avant et après les compteurs individuels.

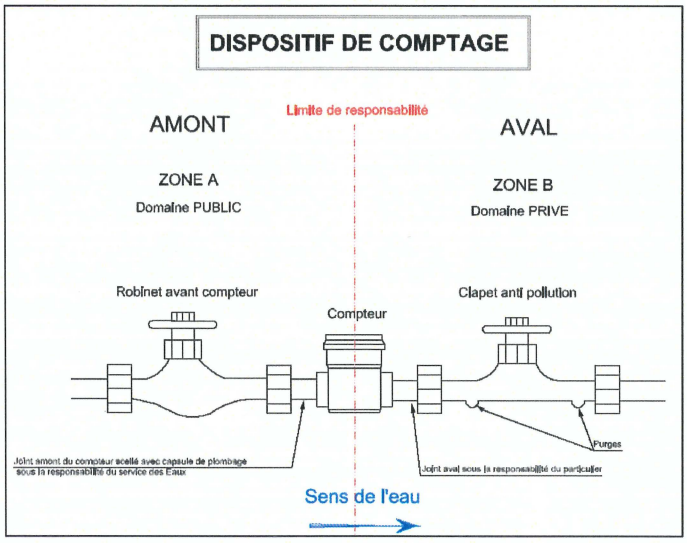
Le passage entre le 1er cas et le 2ème cas se fera après la mise en place d'un compteur général sur le domaine privé.

⇨ **Dispositif de comptage : Zones de responsabilité des différentes parties.**

Zone A : Le Service des Eaux est responsable du bon fonctionnement du compteur, du robinet avant compteur et du joint avant compteur.

Zone B : L'abonné est responsable du fonctionnement du compteur en cas de gel ou de casse, du joint après compteur, du clapet anti-pollution et de l'état du regard.

NB : Les zones A et B ne s'appliquent pas aux compteurs des installations individualisées.



Dans le cas des branchements neufs, un dispositif de protection sanitaire adapté sera installé par le service Eau de la collectivité après compteur. Celui-ci ne pourra être supprimé et devra être entretenu par l'abonné, selon la législation en vigueur, notamment dans le cas des disconnecteurs.

Article 22 : Conditions d'établissement des branchements

⇨ **Conditions d'établissement des branchements et emplacement du compteur**

Il est établi au moins un branchement pour chaque immeuble. Cette règle s'applique sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux détermine le diamètre du branchement et du compteur en fonction des indications fournies par le demandeur. Le tracé du branchement et l'emplacement du dispositif de comptage sont fixés en concertation avec l'abonné, de telle sorte que le tracé du branchement soit le plus court possible. Le ou les dispositifs de comptage doivent être installés le plus près possible de la voie publique sur le domaine privé si possible, et conformément aux prescriptions Techniques :

- soit dans un coffret ou un regard situé en limite de la voie,
- soit exceptionnellement dans le bâtiment à desservir,
- soit dans un regard compact installé sous trottoir le plus près possible de la limite de propriété.

En cas d'abonnement individuel en habitat collectif, les compteurs individuels en immeuble collectif seront installés dans les parties communes lorsque la configuration technique de l'immeuble le permet.
Le compteur doit être posé de manière à permettre, en tout temps, un relevé aisé des consommations, ainsi qu'une vérification et un entretien faciles.

Pour les maisons individuelles, tous les compteurs doivent être placés en limite de propriété et accessibles par le Service des Eaux depuis le domaine public et hors clôture selon un schéma joint en annexe du devis des travaux.

Pour les immeubles collectifs, sauf si le propriétaire demande l'individualisation des compteurs, il est établi un branchement unique équipé d'un compteur général. Les compteurs individuels sont alors gérés par les propriétaires, syndics ou gérants d'immeuble.

Si le compteur est posé en limite de propriété, il doit être dans un regard dont le type et les dimensions seront définies par le Service des Eaux suivant le diamètre du compteur, et raccordé aux eaux pluviales. Ce regard doit être accessible au Service des Eaux depuis le domaine public et hors clôture. Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur, ainsi que le compteur doivent être posés dans les parties communes et être accessibles à tout moment afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite et procéder aux interventions d'urgence.

L'abonné doit veiller à assurer à tout moment l'accessibilité du compteur et le respect des règles d'hygiène et de sécurité. Il doit effectuer à cet effet tout aménagement dans un délai de six mois à compter de la notification de la demande du Service des Eaux. Dans le cas d'inaccessibilité au compteur constatée en raison de situations dangereuses par le fait de l'abonné, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement dans les conditions prévues à l'article 47.
Les branchements exécutés par le Service des Eaux permettent une protection contre le gel. L'abonné doit prendre toutes précautions pour continuer à assurer une bonne protection du compteur et des tuyauteries situés dans sa propriété contre les effets du gel.

⇨ **Exécution des travaux d'installation d'un branchement**

Tous les travaux d'installation d'un branchement sont exécutés par le Service des Eaux aux frais du demandeur. Les matériels et matériaux constitutifs du branchement neuf sont choisis par le Service des Eaux parmi ceux autorisés par la réglementation.

Le Service des Eaux présente au demandeur un devis avec le descriptif détaillé des travaux à réaliser, établi selon les règles de financement et les barèmes en vigueur, et précise leur délai d'exécution. La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement auprès du Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution conformément à l'article 33 ci-après, paiement des participations financières pour raccordement aux réseaux d'assainissement, signature de la déclaration de propriété de la demande de pose de compteur.

Les travaux de réfection des chaussées et trottoirs de la voie publique ou privée sont compris dans les travaux d'installation des branchements. Dans les limites de la propriété du demandeur, le Service des Eaux assurera dans les règles de l'art, la réfection des sols éventuellement endommagés par les travaux de réparation.

⇨ **Extension ou renforcement du réseau public**

Lorsque l'alimentation en eau ou la défense incendie d'une propriété nécessite le prolongement d'une canalisation existante ou son remplacement par une conduite d'un diamètre supérieur, les travaux correspondants seront financés conformément à la législation en vigueur. L'usager ou le propriétaire devra le cas échéant acquitter auprès des services compétents le montant de la participation pour renforcement ou extension des équipements publics ou la participation pour création de voies nouvelles légalement instituées et mises à sa charge.

L'usager ou le propriétaire pourra également le cas échéant, dans le respect de la réglementation en vigueur, participer volontairement au raccordement de son habitation au réseau public lorsque celui-ci n'est possible que moyennant son extension ou son renforcement.

⇨ **Incorporation de canalisations au réseau public**

Lorsque des installations ou des conduites ont été établies par la collectivité dans le domaine public ou privé avec la participation ou aux frais exclusifs d'un tiers (particulier, organisme ou établissement public ou privé), elles n'en sont pas moins du seul fait de leur mise en service, incorporées au réseau public. Ce tiers ne pourra s'opposer ultérieurement à toute modification, extension du réseau ou tout piquage d'abonné supplémentaire sur ce réseau, en respectant les prescriptions de l'article 36 du présent règlement. Lorsque ces mêmes installations ou conduites ont été établies par un tiers dans le domaine privé, les conditions de leur incorporation au réseau public font l'objet de conventions particulières de reprise.

Cette incorporation ne devient effective qu'après l'agrément technique du Service des Eaux, matérialisé par un contrat. Pour les installations ou conduites établies dans le domaine privé, il est constitué des servitudes d'occupation du sous-sol au profit de la collectivité.

Article 23 : Gestion des branchements et des dispositifs de comptage

⇨ **Responsabilité, surveillance des branchements et des dispositifs de comptage :**

La surveillance des branchements est assurée dans les conditions suivantes :

- Le Service des Eaux est responsable de la surveillance de la partie du branchement appartenant à la collectivité comme défini plus haut. Il en assure la surveillance et assume les conséquences des éventuels dommages,
- L'abonné est responsable de la partie restante du branchement. Il en assure la surveillance et en assume toutes les éventuelles conséquences dommageables. Il devra informer sans retard le Service des Eaux de toute anomalie constatée sur le branchement ou sur son parcours.

⇨ **Entretien, réparation des branchements et des dispositifs de comptage**

Le Service des Eaux est seul habilité à effectuer les travaux d'entretien et de réparation sur la partie du branchement situé en amont du compteur. Sont à la charge de l'abonné, selon les barèmes en vigueur, tous les travaux de réparation qui résulteraient de sa négligence, de son imprudence ou de celle d'un tiers.

L'abonné doit assurer, à ses frais, l'entretien conformément aux Prescriptions Techniques :

- du coffret ou du regard placé à l'intérieur de la propriété ou des locaux techniques,
- du clapet anti-retour lorsqu'il est situé à l'aval du compteur,
- du support du dispositif de comptage,
- du joint après compteur.

⇨ **Déplacement, modification des branchements et des dispositifs de comptage.**

Si l'abonné souhaite des modifications de son branchement ou de son dispositif de comptage, elles seront réalisées à ses frais par le Service des Eaux, selon les barèmes en vigueur. Ces modifications doivent être compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement. Par ailleurs, ne sont pas à la charge de l'abonné les travaux de modification des branchements occasionnés par des changements d'alignement ou de nivellement des voies publiques ou privées, ainsi que tous autres travaux exécutés par les services de voirie ou par les différents services publics.

⇨ **Remplacement des branchements**

Le Service des Eaux prend à sa charge les travaux de remplacement des branchements présentant des défectuosités fonctionnelles, ainsi que les travaux de modernisation des branchements, programmés à l'occasion du renouvellement de la canalisation sur laquelle est pris le branchement.

Il est par ailleurs procédé au remplacement des branchements en matériaux périmés, notamment en plomb, par le Service des Eaux ou toute entreprise mandatée par la collectivité dans le cadre de son programme annuel. L'abonné ou le propriétaire de l'immeuble desservi ne pourra s'opposer à ces remplacements. Le compteur sera systématiquement installé en regard à l'extérieur de l'habitation dont l'emplacement sera défini avec l'abonné conformément à l'article 22 du présent

règlement. Le Service des Eaux de la collectivité sera responsable pendant 1 an de la nouvelle installation après compteur jusqu'à l'habitation. Passé ce délai, les dispositions des articles 20 et 21 du présent règlement s'appliquent.

⇨ **Mise hors service des branchements**

Dès la résiliation d'un abonnement et en l'absence de nouvel abonné, le branchement est fermé ou le compteur pastillé.
La résiliation d'un abonnement individuel ne peut entraîner la fermeture du branchement sans résiliation préalable de l'abonnement collectif de l'immeuble.

⇨ **Désaffectation des branchements**

Les branchements dont l'abonnement est résilié depuis trois ans et présentant des critères de vétusté ou de péremption précisés dans les Prescriptions Techniques sont définitivement désaffectés et ne peuvent plus être remis en service. En cas de nouvelle demande d'abonnement, un nouveau branchement doit être réalisé dans les conditions de l'article 22.

Les branchements résiliés, en matériaux périmés et détachés de la canalisation d'eau en service, notamment lorsque la canalisation aura été renouvelée, ne seront pas remis en service.

⇨ **Remise en service des branchements existants**

Un ancien branchement fermé, en matériaux non périmés peut être remis en service après vérification, remise en état éventuelle et désinfection qui seront effectuées aux frais du nouvel abonné.

⇨ **Manœuvre des robinets sous bouche à clef et démontage des branchements**

La manœuvre du robinet sous bouche à clef de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdit aux usagers. En cas de fuite sur les installations intérieures, l'abonné, en ce qui concerne son branchement, doit uniquement fermer le robinet de son compteur. Le démontage total ou partiel du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux aux frais du demandeur.

Article 24 : Relevé et entretien des compteurs

⇨ **Relevé**

Toutes facilités doivent être accordées aux agents du Service des Eaux pour permettre le relevé du compteur prévu au moins une fois par an, à intervalles aussi réguliers que possible, pour les abonnements ordinaires et pour les autres abonnements, dans les conditions spécifiques prévues à leur contrat. Ces relevés périodiques n'excluent pas la possibilité de procéder à des relevés ponctuels.
Le compteur est le seul appareil de mesure faisant foi lorsqu'une distorsion d'enregistrement apparaît entre celui-ci et le dispositif de report de lecture d'index ou un index relevé sur un compteur de contrôle privé.

Par ailleurs, pour les abonnements ordinaires, l'index du compteur sera estimé par le Service des Eaux entre deux relevés annuels.
En outre, une carte d'auto-relevé peut être adressée à l'abonné afin qu'il puisse communiquer l'index de son compteur.

Lorsque le Service des Eaux n'a pas eu accès au compteur ou lorsque la consommation semestrielle n'est pas établie d'après un relevé de compteur, elle est estimée dans les conditions suivantes :

- elle est fixée en fonction des consommations du site des trois années précédentes,
- pour les nouveaux branchements, la consommation est estimée à partir de la taille du logement,
- le compte est apuré lors du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors de deux relevés successifs, le Service des Eaux est en droit de suspendre la fourniture d'eau dans les conditions prévues à l'article 47. Le compteur, de classe C, sera choisi par le Service des Eaux, en fonction de la demande de consommation, déclarée par l'abonné. Tout écart à la demande initiale constaté en cours d'abonnement qu'il provienne d'une mauvaise prévision ou d'une évolution de la consommation, induira le remplacement du compteur par un appareil de diamètre approprié aux frais de l'abonné suivant le tarif en vigueur. En cas d'anomalie de fonctionnement du compteur, la consommation est évaluée en fonction de la consommation de la même période de l'année précédente.

⇨ **Entretien et remplacement des compteurs et des dispositifs de transmission d'index**

Le Service prend à sa charge l'entretien et la réparation ou le remplacement des compteurs et des dispositifs de transmission des index des compteurs à distance. Toutefois, l'abonné supportera les conséquences des dégradations résultant de sa négligence, de son imprudence ou de sa volonté délibérée ou de celles de ses ayants droit ou d'un tiers. Tout remplacement et toute réparation du compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté et dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étranger, carence de l'abonné pour la protection du compteur, choc extérieur, etc.) seront effectués aux frais de l'abonné.

Dans le cas d'abonnements individuels en immeuble collectif, cette responsabilité est imputée, à l'abonné collectif si le dispositif de comptage de l'abonné individuel est situé dans les parties communes de l'immeuble, dans le cas contraire à l'abonné individuel.

⇨ **Plombage**

Les plombages ne peuvent être rompus que par les agents du Service des Eaux. Pour toutes les autres ruptures, les frais de repose des plombs, fixés selon le barème en vigueur, sont à la charge de l'abonné.

⇨ **Gel des compteurs**

Les frais d'intervention et de réparation motivés par le gel, dans les conditions définies à l'article 22, et sauf faute du Service des Eaux dans les modalités de mise en œuvre, sont supportés par l'abonné.

⇨ **Dépose d'un compteur à la demande de l'abonné**

L'abonné peut demander la dépose de son compteur pour une durée limitée. Dans ce cas les frais d'intervention pour la dépose et la repose lui seront facturés conformément au tarif en vigueur.

Article 25 : Vérification des compteurs

L'abonné peut demander la vérification du compteur par le Service des Eaux. L'abonné peut également demander que la vérification de son compteur soit effectuée sur un banc agréé et selon les procédures des services de l'État chargés de la métrologie.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Les frais de dépose, de vérification et de repose du compteur sont à la charge de l'abonné si l'appareil est reconnu fonctionner de façon exacte; dans l'hypothèse contraire, ils incombent au Service des Eaux.

Dans tous les cas, les compteurs présentant une défectuosité quelconque sont remplacés ou réparés.
Le Service des Eaux peut également faire vérifier à ses frais le bon fonctionnement des appareils de comptage.

Dans le cas de fonctionnement défectueux du compteur, la facturation de la consommation sera, s'il y a lieu, rectifiée dans les conditions prévues à l'article 44.

Les compteurs déposés sont conservés par le Service des Eaux 15 jours après la date de dépose

Chapitre 4 : Les installations intérieures

Article 26 : Définition des installations intérieures dont la responsabilité n'incombe pas à la collectivité

Les installations intérieures des abonnés comprennent :

- toutes les canalisations d'eau et leurs accessoires situés au-delà du compteur y compris le clapet anti-retour et le robinet situé en aval du compteur jusqu'aux différents points de puisage, exceptés les dispositifs de comptage individuels dans le cas d'abonnements individuels en immeuble collectif,
- les appareils reliés à ces canalisations.

Elle est construite par l'abonné, demeure sa propriété et reste sous sa garde. Cependant l'entretien et la surveillance de l'installation de comptage qu'elle supporte est réalisé par la collectivité.

L'installation intérieure est conçue et construite conformément à la réglementation et aux normes en vigueur de telle sorte qu'elle ne soit ni à l'origine d'une détérioration de la qualité de l'eau ni une cause de perte de charge excessive. Les matériaux utilisés pour sa construction doivent notamment présenter des qualités avérées vis-à-vis de la limitation des phénomènes de relargage de substances indésirables dans l'eau.

Les réseaux intérieurs doivent être conformes à tout moment aux prescriptions de la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 27: Protections anti-retour

Conformément à la réglementation sanitaire et au « guide technique de conception et mise en œuvre du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) pour les réseaux d'eau destinée à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments », les réseaux intérieurs ne doivent pas, du fait de leur conception, de leur réalisation ou de leur entretien, occasionner lors de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable.

Pour garantir la conformité à la réglementation sanitaire, le Service des Eaux impose, immédiatement en aval du compteur, l'installation aux frais de l'abonné et par l'entrepreneur de son choix, d'un dispositif anti-retour adapté aux usages et aux risques associés de l'immeuble concerné (ensemble de disconnexion).

La surveillance du fonctionnement de ce dispositif anti-retour incombe à l'abonné. Il doit en faire assurer, conformément à la réglementation, la vérification et l'entretien régulier, et en produire, sur simple demande du Service des Eaux, le certificat de contrôle.

Article 28 : Surpresseurs

En cas de nécessité, les abonnés peuvent être autorisés à procéder à la mise en place de surpresseurs. Ces installations ne doivent être à l'origine d'aucune nuisance hydraulique ou sanitaire tant pour le réseau public de distribution d'eau que pour l'installation intérieure de l'usager. La mise en place de ces appareils ne peut se faire sans une consultation préalable du Service des Eaux qui est seul habilité à donner un accord pour la réalisation de l'installation et à définir les conditions techniques en fonction desquelles elle doit être conçue pour éviter les nuisances sur le réseau public.

Article 29 : Interdictions

Il est formellement interdit à l'abonné :

- d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder et d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie,
- de pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis la prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur,
- de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser le plombage,
- de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture du robinet d'arrêt et du robinet de purge.

Toute infraction au présent article exposera l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que la collectivité pourra exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable, notifiée à l'abonné dans un délai de 15 jours, excepté dans le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

⇨ **Appareils interdits :**

Tous dispositifs, quels qu'ils soient, mis en place sur des branchements ou des installations intérieures, même avec robinets fermés, pouvant servir à mettre en communication les canalisations d'eau provenant de la distribution publique avec des canalisations particulières contenant des eaux d'origine différente (eaux issues d'un puis privé, eaux de pluie, de rivière, de nappes souterraines, etc.) ou des eaux usées, sont rigoureusement interdits.
Cette interdiction s'applique même dans le cas où les canalisations destinées à la distribution de l'eau provenant du réseau public ne sont pas encore raccordées à ce réseau ou ont cessé de l'être.

En cas de contamination, résultant d'un manquement aux différentes prescriptions, les contrevenants sont responsables vis-à-vis du Service des Eaux et des tiers et doivent à ceux-ci réparation du préjudice subi.

En cas de découverte d'un dispositif interdit, qu'il y ait ou non, contamination du réseau de distribution publique, la fourniture d'eau est immédiatement suspendue sans que l'abonné ait droit, de ce fait, à une indemnité quelconque. La distribution de l'eau ne peut être rétablie qu'après suppression du dispositif de mise en communication, sous le contrôle du laboratoire agréé chargé de la surveillance, et délivrance par ce dernier du procès-verbal de réception sanitaire du réseau.
En raison de l'utilisation de matériaux isolants constitutifs des branchements, il est interdit d'utiliser les canalisations d'eau pour la mise à la terre des appareils électriques. L'abonné sera responsable des dommages et conséquences de l'existence de cette mise à la terre.

La suppression de tous dispositifs interdits est exécutée sans délai, aux frais de l'abonné, dans les conditions indiquées ci-dessus sans préjudice des dispositions de l'article 44. En cas d'inexécution, le Service des Eaux se réserve le droit de suspendre le service.

Article 30 : Compteurs divisionnaires

Le Service des Eaux n'est tenu d'assurer ni la pose, ni le relevé, ni l'entretien des compteurs divisionnaires, ni la facturation individuelle de la consommation enregistrée par ces appareils.

Chapitre 5 : Dispositions financières

Article 31 : Facturation de la fourniture d'eau

Vous recevez, en règle générale, une facture par an, établie à partir de votre consommation réelle mesurée par le relevé de votre compteur.

L'abonné n'est pas fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée sur son compteur.

L'abonnement et les redevances au mètre cube correspondant à la consommation sont payable à terme echu. Toutefois dans le cas de relevés annuels, le service des eaux pourra facturer, pour le semestre sans relevé, un acompte estimé de la consommation semestrielle correspondant à la moitié de la consommation annuelle précédente ; pour le semestre avec relevé, la facture est établie dès constatation des quantités consommées.

Le montant des factures doit être acquitté dès réception et, au plus tard, dans le délai maximum précisé sur les factures. Afin d'éliminer tout contretemps dans l'acheminement des factures, les changements ou modifications d'adresse devront être signalés par le client dans les moindres délais au Service des Eaux et ce pour éviter la fermeture de la prise d'eau, conformément à l'alinéa suivant.

Les factures émises par le service des eaux sont mises en recouvrement par le Trésor Public, habilité par le Service des Eaux à en faire poursuivre le règlement par toutes voies de droit.

Le Trésor Public avertit le Service des Eaux du non-paiement de la facture et des difficultés majeures de Recouvrement de la facture auprès d'un Abonné.

En outre, le Service des Eaux peut, en cas de non-paiement de la facture, suspendre la fourniture d'eau de plein droit pour non-exécution du contrat, après une lettre simple de rappel valant mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti par celle-ci. La prise d'eau restera fermée jusqu'à complet règlement sans préjudice, le cas échéant, des frais de fermeture et d'ouverture de prise et de poursuite qui peuvent être engagés contre le client. Ces dispositions ne concernent toutefois pas les personnes en situation de précarité dans le cadre, soit de la Charte Solidarité du SPDE, soit d'autres mesures sociales (CCAS, situations de surendettement ...).

Article 32 : Paiement du branchement et du compteur

Toute réalisation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement, et éventuellement du compteur, au vu d'un mémoire établi par le Service des Eaux.
Les compteurs sont propriété du Service des Eaux. Ils sont posés par le Service des Eaux.
La mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Article 33 : Difficultés de paiement :

⇨ Factures d'eau

Les difficultés de paiement liées à des situations de pauvreté et de précarité des abonnés sont traitées dans le cadre des textes en vigueur.
Les abonnés éprouvant des difficultés particulières de paiement du fait d'une situation de pauvreté et de précarité doivent en informer le Service des Eaux avant l'expiration de la date limite de paiement mentionnée sur la facture.

Il peut être accordé des délais de paiement à ces abonnés. Des actions d'information et de pédagogie pour un bon usage de l'eau sont mises en œuvre.
Si ces mesures s'avèrent insuffisantes, le Service des Eaux oriente les abonnés concernés vers les services sociaux compétents pour examiner leur situation. Lorsque ces abonnés apportent la preuve qu'ils ont déposé leur dossier, toute mesure de fermeture de leur branchement est suspendue jusqu'à ce que les services sociaux aient statué.
Dans le cas d'une consommation anormalement élevée pour cause de fuite avérée, des facilités de paiement peuvent être accordées. Dans le respect de la réglementation en vigueur, des dégrèvements peuvent également être accordés, sauf en cas de négligence de la part de l'abonné.

⇨ Modalités de paiement

Dans tous les cas, les abonnés placés dans une situation identique devront se voir accorder les mêmes facilités.

Article 34 : Frais de fermeture et de réouverture d'un branchement

En dehors de la souscription et de la résiliation du contrat, les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge du client. Le montant de chacune de ces opérations est fixé par délibération pour l'année en cours. Ce montant est révisé conformément aux dispositions contractuelles.

Ces frais seront facturés au client en particulier dans les situations suivantes, dès lors qu'elles auront donné lieu à déplacement et pour chacun de ces déplacements :

- fermeture ou ouverture faite à la demande d'un client pour éviter tout préjudice pendant une absence momentanée,
- fermeture ou ouverture consécutive à une impossibilité de relever le compteur,
- fermeture ou ouverture suite à non-paiement.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la prime fixe d'abonnement, tant que l'abonnement n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire du client.

Ces frais (fermeture, réouverture du branchement) sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

Article 35 : Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et des compteurs, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge du client.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par les dites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 31.

Article 36 : Remboursement d'extension et autres frais en cas de cessation d'abonnement

Lorsque, pour desservir un client, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchements ...), ce client, s'il résilie son abonnement, devra s'acquitter d'éventuelles pénalités selon les conditions définies dans son contrat d'abonnement ou dans la convention passée pour la réalisation des installations.

Article 37 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Lorsque le Service des Eaux réalise des travaux d'extension du réseau sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, une participation au coût des travaux mentionnée sur le devis remis.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont pris conjointement par plusieurs riverains, le Service des Eaux détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

Pendant les cinq premières années suivant la mise en service d'une extension ainsi réalisée, un nouveau riverain ne pourra être branché sur l'extension que, moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée de 1/5 par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée entre les riverains déjà branchés, proportionnellement à leur participation ou à celle de leurs prédécesseurs en cas de changement de riverain.

Article 38 : Redevances, participations, tarifs

Les redevances, participations et tarifs sont fixés et modifiés par délibération du conseil municipal dans le respect de la réglementation en vigueur. Ils sont éventuellement majorés des taxes en vigueur (TVA,...).

Article 39 : Recouvrement des sommes dues

Le recouvrement des sommes dues est effectué comme en matière de contributions directes en application des **articles L252 A du Livre des Procédures Fiscales et R2342-4 et D3342-11 du CGCT.**

Article 40 : Voies et recours

En cas de litiges avec le service des eaux, **l'usager qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux** judiciaires compétents pour connaître les différents entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisie des tribunaux, **l'usager peut adresser un recours gracieux** auprès de la collectivité responsable de l'organisation du service ; **l'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet**.

Chapitre 6 : Interruption et restriction du service de distribution

Article 41 : Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux

Le Service des Eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure.

Le Service des Eaux avertit les clients 7 jours à l'avance lorsqu'il procède à des travaux importants et prévisibles.
En cas d'interruption de la distribution excédant 48 heures, la prime fixe d'abonnement est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'usager pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

Article 42 : Restriction à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit de définir des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, le Service des Eaux peut être autorisé à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des clients doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les clients des conséquences desdites modifications.

Article 43 : Cas du service de lutte contre l'incendie

Le débit maximal dont peut disposer le client est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie du client est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le Service de protection contre l'incendie.
En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les clients doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les clients puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie est réservée au Service des Eaux et au Service de protection contre l'incendie.

Chapitre 9 : Infractions et poursuites

Article 44 : Disposition en cas de non-respect di règlement par l'abonné

⇨ **Cas de non-paiement :**

Si l'abonné n'acquitte pas dans le délai indiqué le montant des factures dont il est redevable, le Service des Eaux est en droit de suspendre la fourniture de l'eau, conformément aux dispositions du décret 2008-780 du 13 août 2008, 15 jours après l'envoi resté sans effet d'un avertissement écrit aux frais de l'abonné, et sans préjudice de son droit au paiement des sommes dues. Cette mesure n'interrompt pas le cours de l'abonnement. En cas de carence prolongée de l'abonné, le Service des Eaux est en droit de résilier l'abonnement et d'exercer toutes poursuites qu'il juge utiles.

Il en est de même si l'abonné néglige ou refuse de payer :

- le montant des factures pour tous travaux d'établissement ou d'intervention sur le branchement et ses accessoires exécutés à ses frais ;
- les indemnités mises à sa charge par le présent règlement.

Les redevances sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tout moyen de droit commun.

L'application des dispositions énoncées ci-dessus est suspendue en cas de mise en œuvre des dispositions énoncées à l'article 33 relatives aux difficultés de paiement.
Si l'avertissement écrit mentionné au début du présent article reste sans effet, toute intervention d'agent du Service des aux ayant pour objet l'interruption de la fourniture d'eau pour non-paiement de sommes dues à un titre quelconque donnera lieu au versement par l'abonné d'une indemnité de déplacement d'agent selon le barème approuvé par la collectivité et en vigueur à la date de l'intervention. Cette somme sera exigible en préalable à toute remise en eau. Elle sera due par l'abonné du seul fait du déplacement des agents du Service des Eaux, que l'interruption de la fourniture d'eau ait été ou n'ait pas été mise à exécution.
Si le service de l'eau a été interrompu pour non-paiement d'une facture, le rétablissement de la fourniture d'eau ne peut avoir lieu qu'après le paiement intégral des sommes dues dans lesquelles sont compris, le cas échéant, les frais d'impayés ou après mise en œuvre des modalités de paiement arrêtées d'un commun accord. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux. Les réclamations pour cause de fuite sur les installations intérieures seront traitées dans le cadre de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, l'abonné est invité à contrôler régulièrement la consommation indiquée sur le compteur, ainsi qu'à suivre les conseils dispensés dans le présent règlement.

Article 45: Infractions et poursuites

Les **infractions** au présent règlement **sont constatées**, soit par les **agents du service des eaux ou ses représentants**, soit par **le responsable légal** ou le mandataire de la Collectivité.
Elles peuvent donner lieu à **une mise en demeure** et éventuellement à des **poursuites devant les tribunaux compétents**.

Article 46: Prise frauduleuse d'eau

Toute prise frauduleuse d'eau avérée ou présumée par constatation d'une infraction telle que déplombage du compteur, intervention interdite sur le compteur, piquage sur le branchement ou le réseau, altération du fonctionnement du compteur, déplombage non justifié sur les installations de secours contre l'incendie, etc., donne lieu au paiement :

- d'une pénalité selon le barème en vigueur,
- de l'eau au tarif général en vigueur à la date du constat de l'infraction. L'évaluation du volume d'eau facturé sera faite par le Service des Eaux sur la base des éléments dont il dispose. Il pourra prendre en compte notamment le débit maximum de l'appareil ou du branchement, la durée présumée de l'infraction, les consommations habituellement constatées.

S'il y a lieu, le rétablissement des installations dans l'état antérieur sera exécuté par le Service des Eaux, aux frais du contrevenant.

Article 47 : Autres infractions

Indépendamment des dispositions prévues à l'article 45, en cas d'inexécution par l'abonné de l'une des clauses du présent règlement, notamment en cas d'inaccessibilité au compteur, ou du refus d'accès au compteur et au branchement comme énoncé à l'article 24, ou en cas d'infraction au règlement sanitaire constatée sur les installations de distribution intérieure de l'abonné, le Service des Eaux a la faculté de fermer le branchement quinze jours après mise en demeure restée sans effet. En cas de danger, le branchement peut être fermé sans préavis.

En cas d'impossibilité de fermeture du branchement pour cause d'inaccessibilité au compteur, le service des Eaux en exigera l'accès en convenant d'un rendez-vous par courrier recommandé. En cas d'absence de l'abonné au rendez-vous, les frais de déplacement, main d'œuvre et recommandé seront à la charge de l'abonné.

En outre, des pénalités sont appliquées selon le barème en vigueur à l'époque où l'infraction a été relevée, pour les cas suivants :

- utilisation d'appareils interdits citée à l'article 29,
- manœuvre de robinets ou de vannes sur le réseau,
- retour d'eau sur réseau public.

L'interruption de la fourniture d'eau pour les motifs visés au présent article ne peut donner à l'abonné aucun droit à indemnité ni aucun recours contre le Service des Eaux soit pour lui-même, soit à raison des dommages qui en seraient la conséquence directe ou indirecte.

Article 48 : Responsabilités

Les **propriétaires restent exclusivement responsables** vis à vis des tiers, de la commune ou de la collectivité, des accidents, dommages ou dégradations qui peuvent être engendrés par leur dispositif d'assainissement non collectif.

L'application de ces sanctions n'exonère pas le contrevenant de sa responsabilité vis-à-vis des dommages dont il peut être la cause.

Si l'infraction persiste malgré l'application de ces sanctions, l'abonnement sera résilié quinze jours après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Chapitre 10 : Dispositions d'application

Article 49 : Date d'application

Le présent règlement est applicable à dater de son approbation par la collectivité. Tout règlement antérieur étant alors abrogé de ce fait.

Article 50 : Diffusion - Affichage

Le règlement approuvé, sera **affiché en mairie** pendant 2 mois.

Chacun des **propriétaires ou locataires** d'une habitation des zones d'assainissement non collectif **sera invité à prendre connaissance en mairie du contenu du dit-règlement.**

Article 51: Modification du règlement

Des **modifications du règlement peuvent être décidées** par la commune et adoptées selon la **même procédure** que celle suivie pour son adoption.

Toutefois ces **modifications doivent être portées à la connaissance des usagers** du service assainissement, pour leur être opposables**, trois mois avant leur application.**

Article 52 : Clauses d'exécution

Le représentant de la collectivité, les agents du service assainissement habilités à cet effet et le receveur de la collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal
En sa séance du

Le Maire

V. Annexe

Plan du Schéma directeur d'alimentation en eau potable